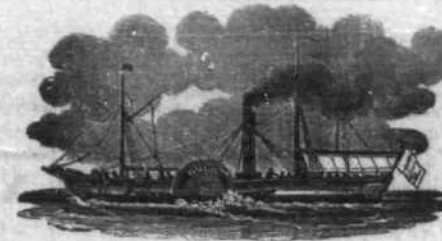


ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'Auguste DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 20
POUR L'ÉTRANGER 24
Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

Bastia.

La loi sur les travaux extraordinaires adoptée par la chambre des députés, dans sa séance du 19 mai dernier, vient d'allouer au département de la Corse un nouveau secours de 3,000,000 pour la construction de routes royales. En joignant cette somme aux crédits votés pour le même objet, dans les sessions de 1837 et de 1839, l'on obtient un total de 12,600,000. Sur le continent, le prix moyen de construction des routes royales étant, par lieue, en empiérement, de 72,000 fr., et le prix devant être sans doute à peu près le même en Corse, ce sont donc près de 175 lieues nouvelles de routes royales dont la Corse se trouvera pourvue, grâce aux ressources extraordinaires que ces trois votes des chambres ont accordé à notre île. A cette somme il est juste d'ajouter encore le million affecté aux ports d'Ajaccio et de l'île-Rousse, en tout 13,600,000 fr. qui doivent être dépensés en Corse et dans son intérêt. En présence de ces actes significatifs, il est impossible de ne pas reconnaître les intentions bienveillantes dont sont animés le gouvernement et les chambres envers notre pays. Il est fâcheux que ces bonnes intentions ne puissent pas être secondées avec activité par l'administration des ponts-et-chaussées qui apporte, à tout ce qu'elle fait, une lenteur véritablement désespérante et qui à un parti pris, à ce qu'il paraît, de ne tenir aucun compte des réclamations qui lui sont adressées et qui porte tous ses efforts là où ils sont le moins urgents et le moins impérieux. En veut-on des exemples? L'année dernière, la route de Bastia à Corte était, de lieues en lieues, encombrée de travailleurs qui s'occupaient à faire des rectifications de pentes ou de direction peu importantes au fond, tandis que les abords de Bastia, où l'on demande le nivellement de la pente si rapide qui aboutit à St-Joseph, étaient complètement abandonnés, tandis que le pont de Corte, dont nous signalions il y a huit jours les dangers pour les voyageurs, était

absolument oublié. Or, n'aurait-il pas été plus urgent, plus utile de songer à ces deux points si importants de la route, plutôt que d'aller gaspiller du temps, de l'argent et du travail sur dix à douze points différents, isolés, perdus au milieu de la route et qui n'avaient d'autre résultat que de rendre le chemin à-peu-près impraticable sur près de dix à douze lieues de parcours? Pourquoi ne pas concentrer tous les ouvriers sur un même point à la fois, au lieu de les disperser sur dix ou douze? Nous ne savons quels sont les principes qui président aux travaux des ponts et-chaussées; nous ne savons quelles exigences si peu raisonnables pèsent sur cette administration, mais ce que nous comprenons très-bien, c'est qu'il n'est pas un simple particulier qui voudrait diriger ses constructions en suivant un système aussi vicieux qui ne songe, en quelque sorte, qu'à faire des ruines partout, sous prétexte de déployer de l'activité, et qui commence des travaux sur tous les points, à la fois, sans rien achever. Ainsi, par exemple, comprend-on qu'il ait fallu plus de trois ans pour ouvrir la traverse à Bastia et qu'aujourd'hui encore cette traverse ne soit pas même à l'état de simple entretien? Comprend-on que les ponts-et-chaussées aient commencé les travaux du quai sur la place St-Nicolas, avant d'avoir terminé cette interminable traverse? N'était-il pas plus simple, plus rationnel de porter, pour une quinzaine de jours, tous les ouvriers au haut de la rue droite et d'achever le mur qu'on y construit (1) pour y soutenir les terrassements, plutôt que d'abandonner cette construction commencée, pour en aller entreprendre une autre qui, pour le moment, ne servira absolument à rien? Au moins en agissant, comme nous sommes surpris

qu'on ne l'ait pas fait, on aurait livré la traverse achevée, en bon état, à la circulation, et le commerce aurait pu ainsi profiter de ces travaux six mois plus tôt. Mais il paraît que c'est là la chose dont se soucie le moins les ponts-et-chaussées. On dirait vraiment qu'ils font des routes pour le plaisir d'en faire, par le seul amour de l'art, et sans se douter que s'il importe de construire des routes, il importe tout autant de les livrer le plus promptement possible à la circulation. Encore un coup, nous ne comprenons rien à une telle manière de procéder.

Si de cette lenteur dans les travaux, si de cette division peu judicieuse des travailleurs, sur plusieurs points à la fois, nous passons à l'étude, à la rédaction des plans, nous rencontrons de nouveaux sujets de critique bien plus affligeants encore. Certes, nous ne contestons pas l'habileté des ingénieurs français, nous savons tout ce qu'il y a de connaissances positives, réelles chez eux, nous savons qu'ils s'entendent admirablement à faire de magnifiques travaux; mais ce qui est vraiment désolant dans un pays qui a besoin d'activité, de promptitude, dans un temps où la vie coule si vite, où les besoins nouveaux, qui surgissent de tous côtés, à la fois, sont si impérieux, à une époque où nous sommes dévorés du désir d'améliorer, après avoir déjà tant amélioré, c'est cette lenteur, ce flegme désespérant du génie civil qui ne s'émue de rien et qui reste presque immobile, alors que tout s'agit autour de lui. C'est à un mal, un très grand mal que de bons esprits ont déjà signalé et que nous signalons à notre tour, pour notre faible part, désirant vivement que le gouvernement porte enfin son attention sur une réforme qui devient de plus en plus urgente: l'affaiblissement de la centralisation et surtout de la bureaucratie qui nous ruine de plus en plus et qui nous fait perdre un temps précieux, grâce à ses colossales et inutiles paperasseries, qui font seulement le tourment de malheureux expéditionnaires, sans profit aucun pour le pays. C'est là un mal auquel les ponts-et-chaussées paraissent assujettis, plus qu'aucune autre ad-

(1) On attendra, sans doute, que quelque grave accident soit arrivé au bas de St-Angelo, pour placer des bornes, on en garde tout le long du mur qu'on a construit, dans cet endroit, pour soutenir la route qui est élevée de plus de 5 mètres au-dessus du chemin qui descend dans la rue droite. C'est là un véritable casse-cou, établi comme à plaisir. Il est en effet de même du mur de soutènement à l'entrée de la traverse.

MÉTHODE CHINOISE,

Mise à la portée de tout le monde, ou l'Art de calculer sans savoir même ni lire ni écrire, par Teyssière: un grand in-18: prix: 1 fr.; par la poste, 1 fr. 25 c.

PARIS. — DESLOGES, Éditeur, rue St-André-des-Arts, 39;

Et chez les principaux Libraires.

GUÉRISON RADICALE DES HERNIES,

et descentes de matrice ou traitement des hernies ou des centes, rendant les bandages et les pessaires inutiles, sans aucun dérangement ni régime, approuvé par l'Académie royale de Médecine

Pour plus amples renseignements, voir l'instruction qui sera envoyée gratis, franc de port par la poste, aux personnes qui en feront la demande par lettres affranchies.

L'efficacité de ce remède est reconnue, et la guérison est assurée. S'adresser à l'auteur M. PIERRE SIMON, herniaire et bandagiste aux Herbières, département de la Vendée. (Donner l'adresse amplement et très lisiblement. Affranchir.)

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 21 au 28 Mai 1841.

ARRIVÉES.

Macinaggio. V^e des Carmes, gond. c. Torre, vin.
Macinaggio. St-Pierre, gond. c. Tomasi, vin.
Padulella. La Corse, b. goél. c. Sisco, planches.
Ersa. St-Joseph, bouf. c. Canavaggio, lest.
Pronete. Lavasina, gond. c. Guasco, vin.
Gênes. V^e des Carmes, bouf. c. Figallo, diverses.
Livourne. Pozzodiborgo, bat. à vap. c. Valzi, diverses. Une arrivée.
Livourne. Sebastiani, bat. à vap. c. Sactoni, diverses. Une arrivée.
Bonifacio. St-Antoine, gond. c. Valery, Ant Laur. bouf.
Livourne. Précurseur, bouf. c. Cardella, divers.
Toulon. Var, b. à v. c. Valzi, dépêches.

DÉPARTS.

Porto-Ferrajo. V^e des Carmes, balancelle, c. Moraucci, lest.
Toulon. Var, b. à vap. c. Valzi, dépêches.
Toulon. La Corse, b. goél. c. Sisco, planches.
Gênes. Mouché, chebeck, c. Truzio, huile.
Portovecchio. Baptiste, chasse-maree c. Cervoni, briques.
Ajaccio. St-Joseph, gond. c. Nicolai, diverses.
Cagnano. St-Pierre, gond. c. Morazzani, futil.
Cagnano. St-Antoine, gond. c. Santelli, futilles.
Calzarello. St-Antoine, gond. c. Olivieri, divers.
Livourne. St-Pierre, b. à vap. c. Sisco, passagers.
Un départ.
Livourne. Pozzodiborgo, bat. à vap. c. Valzi, passagers. Un départ.
Livourne. Sebastiani, b. à vap. c. Sactoni, passagers. Un départ.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA — IMPRIMERIE FABIANI.

ros, Pathmos, Nios, Stympalia, Pylos et Egine. Le 7 juin de l'année suivante, 1538, Barberousse réunit sous ses ordres une flotte de cent cinquante-et-un vaisseaux ou galères, et fit voile pour Skyros, situé en face de l'île de Negrepont qu'il frappa de contributions énormes. Candie, Scarpanto, Piscopia, eurent le même sort. Relâchant quelque temps à Stympalia, Barberousse envoya de tous côtés des bâtiments légers pour attaquer les vaisseaux et les convois chrétiens; dans le cours de cette campagne et de la campagne précédente, Barberousse descendit dans vingt-cinq îles vénitiennes, et en frappa treize de contributions. Le 25 septembre de la même année, il y eut, vis-à-vis le promontoire d'Actium, une bataille entre la flotte ottomane, commandée par Barberousse (et sous lui par les corsaires Murad, Dragut et Sali-Reis), et la flotte combinée de Venise et d'Espagne, commandée par André Doria.

Les turcs étaient mouillés dans le golfe d'Arva lorsque les chrétiens vinrent jeter l'ancre devant Zieresa. Barberousse sortit du port et offrit le combat à Doria: d'abord celui-ci l'évita; mais l'aileron des chrétiens s'étant engagé sans son ordre, l'affaire devint générale. Doria se tenait debout sur le banc de sa galère, revêtu d'un pourpoint en armure, une épée nue à la main; autour de lui étaient réunis plusieurs nobles en habits blancs. Le combat fut acharné, il dura une heure et demie; sans la nuit, Doria était complètement battu par Barberousse, qui fit sauter deux galères vénitiennes, deux galères espagnoles et trois vaisseaux du pape. Barberousse envoya son fils porter cette nouvelle au sultan. Soliman, pour récompenser les services de son amiral, augmenta sa solde annuelle de 100,000 aspres (2,250 liv.), à percevoir sur les biens de la couronne. Pendant que Barberousse remportait ces avantages dans l'Archipel et tenait Doria en échec, Suleiman-Pacha, cette même année, acquiesça une grande prépondérance dans la mer Rouge. Il quittait le port de Suez pour se diriger vers les côtes de l'Arabie; sa flotte était forte de soixante-dix voiles et portait vingt-quatre mille hommes de troupes. En moins de dix mois, il soumit à l'autorité du sultan, Sedid, Aalen, Goujourat, Diou, Djeddé.

D'un autre côté, Venise, fatiguée d'une guerre longue et acharnée, ouvrit de nouvelles négociations: au commencement de 1541, un traité de paix fut conclu avec la république; elle abandonna à la Porte Malvoisie et Napoli de Romanie, les forts de Nadin et d'Uraua, sur la côte de Dalmatie; toutes les îles de l'Archipel dont s'était emparé Barberousse; et enfin elle consentait à payer 100,000 ducats, à titre d'indemnité, pour les frais de la guerre.

Le 20 octobre 1541, la flotte ottomane, commandée par un renégat, lieutenant de Barberousse, renfermée dans le port d'Alger, vit l'effroyable désastre de l'armada que Charles-Quint avait amenée pour faire le siège de cette ville. Cette armée se composait de soixante-quatorze galères et de deux cents navires de toute grandeur, qui portaient vingt-quatre mille hommes d'infanterie et mille cavaliers. On voyait à bord de la flotte impériale un grand nombre de femmes espagnoles qui étaient venues assister à cette expédition comme à un tournoi, persuadées d'une facile conquête; les troupes étaient commandées par Charles-Quint, André Doria et Colonna sous ses ordres. Elles se composaient de vieilles bandes de l'Empire et de l'Espagne. Elles avaient débarqué au cap Matifou, éloigné environ de trois lieues d'Alger. Ce fut pendant le court trajet du point de débarquement à la ville que l'armée de Charles-Quint, harcelée par une nuée d'Arabes inondée par

une tempête de grêle et de neige qui dura toute la nuit, périt presque tout entière. L'ouragan fit sombrer le plus grand nombre des vaisseaux; à peine Doria et l'empereur purent-ils échapper à la mer sinistre. Pendant cet orage effroyable, Barberousse avait été confiné par ce vent dans un port très-sûr.

En 1542, l'ambassadeur de France Paulin conclut un traité avec la Porte au nom de François I^{er} son maître, pour continuer la guerre contre Charles-Quint. Barberousse commandait la flotte ottomane; après avoir attaqué Messine elle vint mouiller à Marseille. Barberousse fut reçu dans cette ville avec les plus grands honneurs. L'ambassadeur y trouva des ordres ultérieurs du roi, d'après lesquels les forces françaises, réunies aux forces ottomanes, devaient entreprendre le siège de Nice. La flotte française, sous les ordres du duc d'Enghien, se composait de dix-huit vaisseaux et de vingt-deux galères. Nice fut attaquée, pillée et ravagée par l'armée ottomane, qui revint à Constantinople. Après d'autres combats peu considérables, la paix fut signée, le 1^{er} août 1547, entre le sultan et Charles-Quint; de plus, l'Autriche, désirant terminer la guerre de Hongrie, s'obligea de payer à la Porte une redevance annuelle de 30,000 ducats, premier tribut que cette puissance ait payé à l'empire ottoman.

L'année précédente, 1546, Barberousse mourut, âgé de près de soixante-seize ans, dans le palais qu'il s'était fait construire sur la rive du Bosphore, et où il vivait avec la plus grande magnificence. En mourant, il recommanda vivement au sultan de prendre, pour le remplacer, le Juif renégat Sinan et Dragut (Thorghoud), qui avaient tous deux vaillamment servi sous ses ordres; il engagea aussi le sultan à ne pas oublier un renégat calabrais, nommé Occhiali, jeune corsaire qui, selon Barberousse, promettait de devenir un grand homme de mer, et qui fut en effet un des meilleurs marins du règne de Sélim.

Eugène SUE.
(France Maritime).

Spécifico-Punaies.

BREVET D'INVENTION, DE PERFECTIONNEMENT ET D'IMPORTATION.

Le sieur JESTIN DIACON, demeurant au Puy (Haute-Loire) patenté, prévient le public qu'il possède un spécifique infailible pour la destruction des Animaux et Vermes nuisibles dans les habitations, tels que Punaies, Rats, Souris, Grillons, Cafards et Taupes; on peut l'employer sans aucun danger pour les autres Animaux domestiques qui n'essaient jamais d'en goûter.

Il est délivré un Prospectus indicatif de la manière de se servir des Fioles et Paquets aux personnes qui en achètent.

Dépôt chez M. A. VALERY, épiciers droguistes rue Napoléon à Bastia.

La Créosote Billard contre les

MAUX DE DENTS

Enlève à l'instant la douleur de dents la plus vive et guérit la carie des dents gâtées, à franc le flacon avec l'instruction.

— Pharmaciens dépositaires.
Sampolo, à Ajaccio; Louis Gregory à Bastia.

ministration, alors que plus que toute autre, elle aurait besoin d'en être affranchie. Ainsi les 175 lieues de routes royales, dont la Corse est dotée par les votes que nous rappelions plus haut, quand s'acheveront-elles? Hélas! nul ne le sait. Et c'est cependant bien ici que le temps fait beaucoup à l'affaire. Il est bon, sans doute, de travailler pour ses héritiers, mais y aurait-il grand mal à penser un peu à soi, surtout alors qu'on n'oublie pas l'avenir? Y aurait-il impossibilité à faire bien et à faire vite? Y aurait-il impossibilité à achever avant de commencer? Y aurait-il impossibilité à aller au plus pressé? Toutes questions dont la réponse nous paraît très simple et qu'il est bien à regretter, pour l'avenir de la Corse, qu'on trouve d'une solution si difficile là où il serait cependant si important qu'on prit des allures plus vives, plus actives.

Le Gouvernement et les chambres ont droit à la reconnaissance de la Corse; que les ponts-et-chaussées consentent donc enfin à sortir de leur torpeur léthargique, et nous n'aurons que des remerciements à leur adresser. L'éloge nous plairait bien mieux que la critique et tout le monde, au moins, y trouverait son profit.

— Par arrêté du 1^{er} de ce mois, M. le préfet de la Corse a nommé aux fonctions d'agent-voyer contrôleur, à la résidence de Corte, M. Arrighi Mathieu.

— On lit dans le *Rhône* du 20 mai : On se rappelle peut-être que le caporal Leca, du 1^{er} régiment de ligne, a été récemment nommé chevalier de la Légion d'Honneur pour avoir sauvé sept personnes aux Brotteaux pendant l'inondation. La joie que lui a causé cette honorable distinction a graduellement troublé sa raison; et, dimanche dernier, il est venu déposer dans la chambre de son sergent-major un billet par lequel il se prie d'annoncer sa mort à sa mère. Il n'a pas trouvé ce dernier et s'est immédiatement brisé la cervelle.

On lit dans la même feuille du 22 : L'infortuné caporal Leca qui avait obtenu la croix d'honneur pour sa belle conduite pendant l'inondation de novembre, et qui, ayant perdu la raison par l'excès de joie que cette distinction lui avait causée, s'est donné la mort, ainsi que nous l'avons annoncé, a été accompagné à sa dernière demeure par un piquet de vingt-cinq hommes. Tous les sous-officiers et soldats de la compagnie suivaient le convoi, ainsi que plusieurs Corses, compatriotes de Leca; M. Ceccaldi, lieutenant commandant la compagnie de ce malheureux jeune homme, a prononcé sur sa tombe quelques paroles de regret qui ont vivement ému tous les assistants.

— Tandis que le monde politique de Paris se préoccupe faute de mieux de cette affaire des *Lettres*, à laquelle les journaux ont fini par donner une certaine importance, et du procès de Darmès, à Londres la question ministérielle se complique tous les jours davantage, et la polémique

entre les partis devient de plus en plus irritante. Le ministère se retirera-t-il? La chambre des communes sera-t-elle dissoute? Voilà l'objet de toutes les conversations dans la capitale de la Grande-Bretagne. En effet, rien n'est encore décidé au sujet de la dissolution, bien que les feuilles ministérielles affirment que cette mesure est arrêtée. En attendant, le cabinet ne se retire pas et il compte expédier les affaires essentielles du pays. Du reste l'attitude des ministres est très énergique, et ils ne paraissent pas vouloir céder la victoire sans combat; ils ne sont pas effrayés même par la menace d'un refus du subside.

— L'escadre qui évolue aux îles d'Hyères sous les ordres de l'amiral Casy, pour l'instruction des capitaines, des officiers des équipages, est composée des vaisseaux le *Souverain*, le *Marengo*, le *Scipion*, le *Jupiter*, l'*Alger*, la *Ville-de-Marseille*, le *Trident*, le *Généreux*, et de la frégate la *Vénus*. (*Journal de la Corse.*)

Cour des Pairs.

AFFAIRE DARMÈS.

Nous donnons le texte de l'arrêt rendu par la cour des pairs, en audience publique, le 29 à 6 heures 1/2 du soir :

La cour, etc. : Après avoir entendu Darmès et M^{re} Pinède son défenseur; Ducloux et M^{re} Charles-Ledru son défenseur; Considère et M^{re} Blot-Leguane son défenseur; et, après en avoir délibéré, en ce qui concerne : Darmès (Ennemond-Marius); attendu qu'il est convaincu d'avoir le 15 octobre 1840, par l'emploi d'une arme à feu, commis un attentat contre la personne et la vie du roi; en ce qui concerne : Considère (Claude-François-Xavier); attendu qu'il ne résulte pas des débats charges suffisantes qu'il se soit rendu coupable, comme auteur ou complice, du crime ci-dessus spécifié, déclare Considère (Claude-François-Xavier) acquitté de l'accusation portée contre lui; ordonne qu'il sera mis sur le champ en liberté s'il n'est retenu pour autre cause. En ce qui concerne Ducloux (Valentin), attendu qu'il ne résulte pas des débats charges suffisantes qu'il se soit rendu coupable, comme auteur ou complice, du crime ci-dessus spécifié; le déclare acquitté de l'accusation portée contre lui; et néanmoins, attendu que de l'instruction il résulte qu'il peut y avoir lieu à poursuites contre lui, à raison de crime, délit, ou contravention prévus par la loi, le renvoie devant qui de droit à la diligence du procureur général du roi près la cour, le mandat décerné contre lui subsistant; déclare Darmès (Ennemond-Marius) coupable d'attentat contre la personne et la vie du roi; d'attentat prévu par les articles 89 (§. 1^{er}), 88 et 302 du code pénal; condamne Darmès (Ennemond-Marius) à la peine des parricides; ordonne qu'il sera conduit sur le lieu de l'exécution en chemise, nu pieds et la tête couverte d'un voile

noir; qu'il sera exposé sur l'échafaud pendant qu'un huissier fera au peuple lecture de l'arrêt de condamnation, et qu'il sera immédiatement exécuté à mort; condamne Darmès aux frais du procès.

Nouvelles Diverses.

— Le *Journal des Débats* répond de la manière suivante aux divers journaux qui accusent M. Sauzet d'avoir étouffé la discussion lors des explications données par M. le ministre des affaires étrangères sur le chapitre de l'Algérie.

« Non la discussion n'a pas été étouffée. M. de Valmy a eu la parole; il a été le maître de dire tout ce qu'il a voulu, il n'a tenu qu'à lui de provoquer de plus amples explications. Si celles de M. Guizot ne le satisfaisaient pas, et de porter à la tribune toute la polémique des journaux légitimistes. Le ministère avait ouvert le champ le plus large à la discussion, et ce n'est pas le ministère qui l'a fermée par son silence. Si M. Berryer eût demandé la parole, M. Berryer l'eût obtenue à coup sûr; M. Sauzet n'aurait pas fermé la discussion malgré la chambre. Tous les jours, au moment même où le président met aux voix un article de loi, on réclame, on demande la parole, on l'obtient sans peine. Dire qu'on a étouffé la discussion, c'est une misérable chicane de gens qui, après n'avoir pas osé prendre la parole, veulent faire croire qu'on les en a empêchés, et masquer la confusion de leur retraite. Il n'y a pas eu de surprise; tout le monde était prévenu des explications du ministère. Depuis un mois les journaux légitimistes et républicains sollicitaient les députés qu'ils regardent comme leurs organes, et les sollicitaient en vain, il est vrai, d'interpeller le gouvernement, le gouvernement en allant au devant des interpellations qu'on ne lui adressait pas, jetait aux partis un défi que les partis n'ont pas relevé. Voilà le fait : toutes les subtilités du monde ne le détruiront pas. C'est au pays maintenant à juger pourquoi pas un député, pas un seul, pas même M. Berryer, n'a eu un mot à dire! »

« Et pour qui donc les journaux de la gauche, aujourd'hui qu'ils sont bien sûrs que la discussion est irrévocablement fermée, demandent-ils la parole? Au nom de qui se plaignent-ils que la discussion ait été étouffée? Au nom de M. Thiers? Prudemment, M. Thiers s'abstenait depuis trois jours d'assister aux séances. Au nom de M. Odillon Barrot? M. Odillon Barrot n'y assistait pas d'avantage. La gauche a eu comme tout le monde la liberté de parler, d'accuser le ministère, de solliciter des éclaircissements plus complets. Nous disons plus : s'il est vrai, comme le *Constitutionnel* le déclare aujourd'hui dans sa profonde douleur, que le ministère ait achevé par ces dernières explications de compromettre la royauté, la gauche a manqué à tous ses devoirs en ne portant pas contre le ministère une accusation formelle. »

La gauche n'est pas d'ordinaire si sobre de paroles. Elle sait très bien, quand elle le veut, se faire ouvrir bon gré malgré la tribune. Ici, il ne s'agissait pas de se la faire ouvrir, elle était ouverte. La vérité est que la gauche n'a pas plus voulu parler que la droite, les dynastiques que les radicaux; la gauche l'a si peu voulu, que pour se mettre à l'abri de la tentation de parler, M. Thiers et M. Odillon Barrot n'ont pas mis les pieds à la chambre pendant trois jours. Ah! c'est que dans une pareille question il est plus commode de faire parler à sa place des journaux qui viennent après coup essayer de détruire, par des pitoyables subtilités l'effet d'une explication loyale! Une opposition vraiment franche et constitutionnelle n'aurait pas hésité ou à prêter appui au gouvernement pour repousser des calomnies dirigées bien moins contre les personnes que contre les choses, bien moins contre le Roi que contre la royauté, ou à dénoncer à la tribune le ministère, si c'est la faute du ministère que la constitution a été compromise, mais la gauche a gardé le silence; la parole ne lui est revenue que depuis qu'elle n'a plus à craindre une discussion contradictoire. »

— Les journaux ministériels anglais persistent à présenter la dissolution du parlement comme résolue. Le *Globe* anglais ajoute que cette dissolution n'aura lieu qu'après le budget voté, et il semble mettre au défi l'opposition des tories de refuser le vote des subsides. Un autre organe du ministère annonce que si, contre toute attente, le refus de l'impôt était prononcé par une majorité, le ministère suppléerait provisoirement au vote du parlement par un ordre de la reine en son conseil, léverait ainsi les droits nécessaires pour les besoins du trésor et en appellerait au pays. On voit quelles graves éventualités sont en ce moment suspendues sur l'Angleterre.

Le *Sun* met en cause la reine elle-même, et accuse les tories d'avoir pour but secret de la détrôner. C'est en son nom qu'il invite tous les électeurs anglais à s'unir tous dans la pensée d'attaquer les monopoles. « Ce n'est pas, s'écrie-t-il, le peuple qui a brisé le despotisme de fer du tout-puissant empereur Napoléon, qui consentira à se faire l'esclave de tyrans aussi mercenaires, aussi avaricieux, aussi imbéciles que les possesseurs du sol. »

— ESPAGNE. La *Gazette de Madrid* du 16 contient un décret du duc de la Victoire, par lequel la dignité de général en chef des armées réunies est supprimée, ainsi que toutes les fonctions d'état-major qui se rattachaient à cette réunion. Les cinq corps d'armée des districts de Catalogne, Valence, Aragon, province du Nord et les deux Castilles conservent leur organisation actuelle, sous le commandement de leurs chefs respectifs. Les troupes qui se trouvent dans chaque district obéiront au commandant supérieur de ce district.

— Une dépêche télégraphique datée de Bayonne 25 mai, Madrid 22, annonce la formation d'un nouveau ministère espagnol. Il est composé ainsi qu'il suit : MM. *Gonzales*, président du conseil, et ministre des affaires étrangères; *Sarraz-Bull*, ministre des finances; *Infante*, ministre de l'intérieur; *San-Miguel*, ministre de la guerre; *Garcia-Gamba*, ministre de la marine; *Alonso*, ministre de la justice.

— Le baron Mung-Bellinghausen, président de la diète germanique, vient d'être appelé à Vienne en qualité de ministre d'État. On s'accorde à le considérer comme destiné à hériter des fonctions et de l'influence de M. de Metternich.

— L'*Audience* raconte les détails d'une tentative d'évasion faite par Tragine dans son trajet de Foix au bagne de Toulon. Enfermé dans la voiture, Tragine avait les fers aux pieds. Jusqu'à Castelnaudary, il dormait toujours ou feignait de dormir. Là, il fut renfermé dans la prison de la ville; là aussi Tragine médita une évasion. Voici comment il s'y prit :

Le garçon chargé d'apporter à souper au prisonnier, étant entré dans sa prison avec ses provisions, recula épouvanté..... Il vit Tragine renversé à terre, tombé sur les dalles du cachot; sa figure et sa chemise étaient rouges de sang!.....

Le garçon sortit immédiatement et avertit la sentinelle qui, déposant son fusil, courut avertir le concierge et le principal employé de la prison. Sur ces entrefaites, le garçon s'avança vers le suicidé et chercha à le relever, pour voir si on pouvait le rappeler à la vie. Alors l'homme ensanglanté, ressuscitant tout-à-coup, saisit son approvisionnement par le cou, le terrassa et le bâillonna en un clin-d'œil; puis le dépouillant, avec la rapidité d'un éclair, de sa casquette et de sa blouse. Tragine sortit de la prison en criant : au secours! Encore quelque instant, et l'assassin Tragine était libre de nouveau. Heureusement que le sang dont il s'était souillé à dessein pour faire croire qu'il était mort et désarmer la vigilance de ses gardiens, servit à le faire reconnaître. Tragine fut arrêté sur le seuil de la dernière porte de la prison et ramené dans son cachot.

Le lendemain, Tragine continuait sa route vers le bagne de Toulon, après s'être fait panser le bras gauche, où il s'était saigné lui-même pour pouvoir ensanglanter ses habits.

JOURNAL ÉCRIT A BORD

de la frégate

LA BELLE-POULE.

PAR M. EM. BON DE LAS CASES;

Et Souvenir du Voyage à Sainte-Hélène,

par M. L'ABBÉ F. COQUEREAU.

La *France Maritime*, ardente à s'enrichir de tout ce qui est du domaine des sciences et de la littérature maritimes, ne saurait laisser passer

inspersés les deux ouvrages qui ont été publiés à la suite de la mission de la frégate la *Belle-Poule* à Sainte-Hélène. Cet événement, l'un des plus mémorables des temps anciens et modernes, tiendra une grande place dans l'histoire de notre siècle, et nous sommes heureux que, par sa nature, il se lie intimement aux choses de la marine, dont notre publication forme un vaste répertoire approprié au goût et à l'esprit des gens du monde, non moins qu'au génie de l'homme voué par état à la glorieuse, mais périlleuse profession du marin.

« Nous arrivons à Toulon, avec l'auteur, le 6 juillet 1840, et nous assistons à la première réunion de tous les compagnons du voyage, qui s'étaient hâtés de se rendre en ce port.

« Le 7 (nous copions le journal), dès midi, tout le monde était embarqué; on n'attendait plus que M. de Chabot, commissaire du roi; il arriva, et, à quatre heures, le prince commanda lui-même l'appareillage. J'ai remarqué, dans le cours de la campagne, qu'il avait l'usage de prendre le commandement pour les appareillages, les mouillages, et dès que les circonstances devenaient un peu imposantes. La corvette la *Favorite*, commandée par M. Guyet, flottait auprès de nous. La brise était bonne, nous ne tardâmes pas à perdre la terre de vue : le but du voyage nous la faisait quitter sans regret. Il semblait que nous ne nous séparerions pas de la patrie; son pavillon nous ombrageait, et nous allions recueillir les cendres de celui qui l'avait faite si grande!

« M. de Chabot, commissaire du roi, le général Bertrand, le général Gourgaud, M. l'abbé Coquerneau et moi, étions passagers à bord de la frégate la *Belle-Poule* : le défaut d'espace avait obligé d'embarquer M. Marchand à bord de la *Favorite*.

Puis l'auteur nous fait faire connaissance avec les officiers et les passagers, tous gens dont, à divers titres, notre mémoire aimera à retenir les noms, les qualités et les services.

Et voguant à pleines voiles pour sortir de la Méditerranée, nous voilà déjà dans le détroit de Gibraltar, en vue d'Algésiras.

« Jeudi 16. — Avec le jour, le magnifique tableau de Cadix, avec ses maisons blanches, sembla sortir du sein des ondes. Le prince prit le commandement, et conduisit sa frégate au mouillage.

« Mardi 21. — Le matin, le prince de Joinville commande l'appareillage pour quitter Cadix après cinq jours de mouillage.

Dans l'intervalle du 21 au 24 que l'on aborda à Madère, M. de Las Cases donne à ses lecteurs une relation complète et véridique de l'affaire de l'*Express*, paquebot anglais, et justifie pleinement le prince Joinville, que quelques journaux mal informés, avaient accusé d'avoir violemment enlevé à son bord un pilote, en 1838, lors de l'affaire du Mexique.

M. Las Cases nous fait faire une halte heureuse et agréable à Madère, passe en revue bien des événements de douloureuse mémoire, nous montre le *Northumberland*, qui portait l'empereur à Sainte-Hélène, devant Funchal :

« Il resta sous voile malgré le mauvais temps. Le vent était violent; chacun de nous avait mal aux yeux. La brise venait des déserts d'Afrique, et, malgré la distance énorme, elle portait avec elle du sable de Sahara : telle était sa force, que beaucoup de vitres des croisées de Funchal furent enfoncées et brisées. Ce coup de vent avait laissé des souvenirs dans l'île. Nous avons oublié

maintenant les passions et les haines de 1815; mais lorsque la partie superstitieuse de la population de Madère sut que Napoléon était à bord, cette espèce d'ouragan ne l'étonna plus. Comment cela pouvait-il en être autrement? Bonaparte était là!...

« Lorsque l'on ne passe qu'un ou deux jours dans un endroit, on fait promptement connaissance. Nous fûmes bien accueillis par tout le monde. M. Monteiro, notre consul, nous fit d'ailleurs toutes les prévenances possibles.

« Dans la soirée, plusieurs d'entre nous se rendirent chez le consul américain. Nous y primes du café récolté à Madère même; il était bon. Un anglais, homme instruit, a essayé d'y naturaliser le thé. Il dit que cet essai a complètement réussi.

« Samedi 25. — Le prince commandant partit au point du jour pour aller faire une course dans l'intérieur de l'île. Beaucoup d'officiers des bâtiments l'accompagnèrent. Il visita en passant la magnifique propriété de M. Da Camara, et l'élegant établissement de M. Bean, où il s'arrêta un moment pour déjeuner. Le soir, nous étions de retour.

« Le 26, la Belle-Poule apparut et quitta Madère. Nous ne trouverons pas les moindres traversées dépourvues d'intérêt. M. de Las Cases sait remplir tous ces intervalles de la manière la plus agréable et la plus utile.

« Mercredi 29. — Le commandant voulait faire l'ascension du pic de Ténériffe.

« Nous partions avec l'espérance qu'aucun contre-temps ne viendrait arrêter cette curieuse ascension.

« Nous étions déjà très-élevés sur les hauteurs lorsque nous entendîmes les échos des salves, plutôt que les salves elles-mêmes, que tiraient la frégate et la corvette, en commémoration du 29 juillet.

« Après avoir marché toute la journée sous le soleil ardent de ces latitudes, nous arrivâmes, à six heures du soir, à Orotava: c'est la première station. Le commandant avait avec lui plusieurs de ses officiers. Nous formions une caravane assez nombreuse; nous nous établimes tous dans la seule auberge de la ville, le commandant n'ayant point accepté les diverses maisons que l'on offrait de mettre à sa disposition. Nous couchâmes les uns sur un mauvais billard, les autres sur des chaises. Malgré la fatigue du jour, la soirée fut des plus enjouées.

« Jeudi 30. — A neuf heures du matin nous étions à cheval et en route. La pureté de l'atmosphère promettait une belle journée, mais aussi une chaleur qui, en effet, se fit sentir d'une manière accablante. Plusieurs fois nous fûmes obligés de défendre notre provision d'eau contre nos guides, et cela avec le bâton et le fouet. Une fois même ce fut presque une mêlée entre eux et nous.

« Vers cinq heures du soir, nous arrivâmes à mi-côte du pic, au lieu appelé la Estancia. Là on est obligé de quitter les mulets pour gravir à pied. Nous formâmes une espèce de bivouac au milieu des rochers, et nous nous y établimes gaiement, le mieux que nous pûmes, c'est-à-dire très-mal; chacun choisissant son gîte dans quelque creux de rocher. La causerie s'établit, et nous échangeâmes nos petites histoires jusqu'à ce que le sommeil vint nous fermer la bouche et les yeux.

« Vendredi 31. — La nuit avait été froide; car l'élévation à laquelle nous nous trouvions était déjà assez considérable. A cinq heures moins un quart, nous partîmes enfin pour atteindre le sommet de ce pic si célèbre. Pendant plus de trois quarts d'heure nous gravîmes la montagne, marchant avec beaucoup de peine sur des pierres ponces, dans lesquelles nos pieds enfonçaient nous

arrivâmes alors à des roches vitrifiées, qui sont plutôt de véritables roches de verre noire. Elles forment une large zone qui entoure le cône. Il faut la traverser en tournant pour ainsi dire en spirale autour de la montagne et en sautant plutôt qu'en marchant de roc en roc. Nous mîmes une heure pour sortir de ces singulières vitrifications, et nous trouvâmes au pied de l'extrémité supérieure de la montagne, qui forme un cône d'apparence régulière. La nous entraînâmes dans les débris de pierres ponces; nos pieds y enfonçaient jusqu'à la cheville. A sept heures dix minutes du matin, nous étions sur le point le plus élevé du pic, à 11,421 pieds au-dessus du niveau de la mer que nous venions de quitter. Nous avions devant nous une vaste plaine sulfurée: c'était le cratère. On eût dit un lac de soufre dont la partie supérieure se serait congelée et aurait fait croûte. Cette croûte était brûlante; à sa surface se mouvait pour ainsi dire en scintillant une atmosphère sulfurée; le bâton s'y enfonçait, ce qui pouvait faire craindre d'y être engouffré; aussi, malgré notre vif désir et même plusieurs tentatives, aucun de nous ne put s'y hasarder au delà de quelques pas. Il y avait ça et là d'énormes fissures, ou plutôt des crevasses, à travers lesquelles s'échappait une épaisse vapeur intermittente, qui répandait une odeur très-désagréable. Le vent, à une pareille hauteur, était très-vif et très-froid. Il est à remarquer qu'aucun d'entre nous eurent des saignements de nez. Notre curiosité satisfaite, nous songâmes à descendre.

« A notre retour, nous pûmes admirer cette belle vallée d'Orotava, si richement décrite par les voyageurs, et qui ne dément pas sa réputation.

« Nous étions de retour à Orotava même vers six heures, et nous passâmes la soirée chez des habitants de cette petite ville, qui nous reçurent de la manière la plus aimable.

(La suite au prochain N°)

LIBRAIRIE DE FABIANI FRÈRES.

DELLA INFIAMMAZIONE E DELLA FEBBRE CONTINUA.

CONSIDERAZIONI PATOLOGICO-PRACTICHE
DI G. TOMMASINI,

Uno dei XL della Società Italiana delle scienze,
Professore di clinica medica in Parma
e Protomedico dello Stato.

Volume III ed ultimo, di pag. 708 fr. 8.

Les actionnaires du bateau à vapeur français *Le Napoléon*, s'étant réunis à Livourne le vingt-un mai dernier sur la convocation du sieur Felix Castellini, négociant à Bastia, un des garants des actions que devait acquiescer la succession de feu M. le conseiller Casabianca, autre actionnaire, aux termes de l'acte de transaction passé entre le sieur François Cipriani, domicilié à Livourne et le sieur François Pachò, du même bateau, le quatre avril mil huit cent trente-sept, d'abord enregistré, ont déclaré la société dissoute et ont nommé un liquidateur en la personne du sieur François Pachò, négociant, domicilié à Livourne. Il a été dit aussi que le sieur Roch Guasco de Bastia, gérant provisoire de la même

société, cessera immédiatement sa gestion et devra en rendre compte audit liquidateur; que le sieur Antoine-Jules Cipriani, ancien gérant, rendra compte lui aussi de sa gestion au même liquidateur; que le commandant du port de Livourne sera invité à faire exercer sur ledit bateau une surveillance particulière; et que dans le cas où la vente du bateau, ordonnée par jugement du tribunal de première instance de Livourne, du dit vingt-un mai, sur la demande des créanciers, ne pourrait pas avoir lieu par justice, chacun des actionnaires aura le droit d'y faire procéder extra-judiciairement aux enchères publiques à Livourne, sur la simple mise à prix qui sera fixée par les sieurs Louis Mancini et Gustave Capanna de Livourne, experts à ce commis. Le sieur François Pachò a été, en sa dite qualité, chargé de l'exécution de la délibération.

Copie du procès-verbal de cette délibération qui a été dûment notifiée à M. le consul de France à Livourne, a été déposée au greffe du tribunal de Bastia le trois de ce mois. Le même jour notification en a été faite aux huissiers de M. le conseiller Casabianca susdit et au dit sieur Guasco par exploit de moi huissier soussigné, dûment enregistré.

La présente insertion est faite au requis dudit sieur Pachò, procédant en la qualité que dessus.

Bastia, le 4 juin 1841.

Signé : FERRANDI.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 28 Mai au 4 Juin 1841.

ARRIVÉES.

St-Pelegrino. V^e du Rosaire, gond. c. Dominici, planches.

Calzarelo. Mantino, gond. c. Bazzicalupo, lest.

Calzarelo. Annunciation, gond. c. Dominici J. id. Porto-Torre. Assomption, gondole, c. Cugliolo, fromage.

Cagnano. Annunciation, gond. c. Francion, vin.

Padulella. Assomption, tartane, c. Lota, planche.

Rome. Ste-Fermine, balancelle, c. Accorde, pouzzolane.

Golfo-Juan. St-Vincent, mistik, c. Battestini, poterie.

Marseille. Constance, goél. c. Rogliano, diverses.

Ajaccio. Conception, b. goél. c. Ersa, lest.

Livourne. Pozzodiborgo, bat. à vap. c. Valzi, lest. Deux arrivées.

Livourne. Sebastiani, bat. à vap. c. Sacttoni, lest. Une arrivée.

Toulon. Var, b. à v. c. Valzi, dépêches.

DÉPARTS.

Calzarelo. Annunciation, gond. c. Dominici, diverses.

Toulon. Var, bat. à vap. c. Valzi, dépêches.

Padulella. Conception, mistik, c. Lambert, lest.

Padulella. Assomption, tartane, c. Lota, lest.

Livourne. Pozzodiborgo, bat. à vap. c. Valzi, passagers. Deux départs.

Livourne. Sebastiani, b. à vap. c. Sacttoni, passagers. Un départ.

Cagnano. Assomption, gond. c. Dias, lest.

Cagnano. St-Jean Baptiste, gond. c. Antonorsi id.

Solezzara. Antoinette, mistik, c. Laporte, idem.

Rio. St-Antoine, gond. c. Paoli, idem.

Prouette. St-Antoine, gond. c. Sacttoni, diverses.

Meria. Assomption, b. goél. c. Guatiella, lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'Auguste de Vigny et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.

POUR SIX MOIS 8

POUR TROIS MOIS 4

POUR LE CONTINENT 20

POUR L'ÉTRANGER 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

Bastia.

Le *Moniteur*, du 4 juin publie le rapport que M. de Gasparin a présenté à la chambre des pairs sur le projet de loi relatif aux nouveaux paquebots de la Corse. Inutile de dire que la commission conclut à l'adoption du projet. Nous nous proposons de revenir sur le rapport de M. Gasparin qui renferme plusieurs considérations importantes pour notre pays.

La Goélette de l'Etat, l'*Etoile*, commandée par M. Lagarde de Chambonas, lieutenant de vaisseau, partie de Toulon samedi dernier, a essuyé dans la nuit du 6 au 7 juin un furieux coup de vent de la partie de l'O à l'O. S-O. La mer était tellement grosse, que le bâtiment ne pouvant se lever de dessous la lame, on a été dans la nécessité de jeter à la mer tout le bois de campagne, quatre tonneaux de lest en fer et de vider les caisses à eau. Ce bâtiment est entré dans le port de Bastia le 7 au matin. On a remarqué que plusieurs embarcations des navires du commerce se sont empressées d'aller à sa rencontre pour être prêts à prendre ses amarres quoiqu'il plût à verse.

Hier sur les six heures une goélette de l'Etat, venant d'Athènes et de Candie, est entrée dans notre port, où le mauvais temps l'a forcée de relâcher. Elle purge sa quarantaine et n'attend, pour reprendre sa route, qu'un vent plus favorable.

Depuis dimanche dernier notre température a changé tout à coup. Le *Libeccio*, qui soufflait presque continuellement, nous a amené, pendant deux nuits de fortes ondées, qui ont rafraîchi l'atmosphère et nous sommes étonnés d'avoir presque froid à une époque de l'année où, d'ordinaire, nous commençons à entrer dans la série des grandes chaleurs. Les jour-

naux du continent nous annoncent que presque partout le thermomètre s'élève jusqu'à 30 à 32 degrés centigrades: pour nous, nous sommes moins maltraités. Il est seulement fâcheux qu'il faille acheter ce petit avantage, au prix des coups de vents aussi violents que ceux qui nous assaillent depuis cinq ou six jours.

M. le Président du tribunal de commerce de Bastia a eu la complaisance de nous communiquer la lettre suivante qui lui a été adressée par M. le Directeur des douanes, et que nous publions avec empressement L'administration des douanes, en faisant à la situation exceptionnelle de notre pays toutes les concessions qui sont conciliables avec les droits qu'elle est appelée à protéger, contribue à sa prospérité et mérite par là toute notre reconnaissance.

Voici la lettre de M. le Directeur des douanes de Bastia :

A M. le Président du Tribunal de Commerce de Bastia.

Monsieur le Président,

Les habitants du Cap Corse ont obtenu, par exception, depuis 1839, la faculté de faire venir de l'étranger soit par le bureau d'Erta, soit par celui de Centuri, comme provisions, de petites quantités de denrées coloniales et de tissus qui ont été limitées, par importateur à :

20 kilog. de sucre brut ou terre,

10 kilog. de café,

5 kilog. de poivre ou de piment,

20 kilog. de toile de lin ou de chanvre.

Les capitaines de navires ont été astreints, de leur côté, à porter ces marchandises par nature, espèce et poids sur les manifestes qu'ils exhibent au moment même de leur abord, et à y classer distinctement ce qui revient à chaque destinataire dont ils indiquent le nom. — Il leur a été également défendu de prendre par navire au delà de 200 kilog. de sucre brut ou terre.

100 kilog. de café,

50 kilog. de poivre ou de piment,

100 kilog. de toile de lin ou de chanvre.

Ces dispositions qui n'étaient que transitoires viennent, sur ma proposition, Monsieur le Président, d'être définitivement adoptées par M. le conseiller d'Etat, directeur de l'administration. En me donnant avis de cette décision, par sa lettre du 25 mai dernier, M. Grétherin m'autorise, ainsi que je lui en avais fait la demande, à en tendre le bénéfice au bureau de St-Florent.

Veillez, je vous prie, porter ces instructions à la connaissance du commerce qui y verra le désir que j'ai d'aider à sa prospérité et de provoquer, en sa faveur, toutes les mesures qui me paraîtront compatibles avec les intérêts qui me sont confiés.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Bastia, 2 juin 1841.

Le Directeur des Douanes,
BOUCHER DE CRÈVE CŒUR.

— On nous écrit d'Alger :

« Le corps expéditionnaire parti d'Alger, rentrera à Blida le 3 juin. Après quelques jours de repos, il se remettra en route pour opérer sa jonction avec les deux autres brigades parties d'Oran et de Mostaganem. Rien n'a encore transpiré sur les opérations qui ont eu lieu, mais les bruits de paix prennent toujours plus de consistance. »

Le Directeur des Postes de Bastia, vient de recevoir l'ordre de son administration d'expédier à chaque départ de bâtiment pour Livourne, les lettres pour le continent italien, eu les affranchissant pour cette destination avec la taxe progressive, comme lettres de la ville pour la ville, plus le décime de voie de mer.

— M. le préfet de la Corse est arrivé à Ajaccio, lundi dernier, sur le paquebot de la correspondance.

Mgr. Casanelli d'Istria, Evêque du diocèse, est arrivé aujourd'hui dans notre ville.

— En suite d'un rapport présenté par M. le préfet de la Corse à M. le ministre de la marine le 16 du mois dernier, M. le préfet maritime de Toulon a été chargé d'envoyer dans notre département une commission pour examiner les ressources qu'il pourrait offrir aujourd'hui à la marine. Cette commission sera composée d'un ingénieur et de plusieurs officiers. Elle doit se rendre incessamment en Corse.

— Sur le rapport de M. le sous-secrétaire d'Etat des travaux publics et par arrêté ministériel, en date du 25 du mois dernier, il a été décidé que M. Alard, élève ingénieur des ponts-et-chaussées, serait chargé de l'arrondissement de Bonifacio.

— Par ordonnance royale du 15 mai 1841 :

M. Castel (Ange-Joseph-Marie) lieutenant trésorier à la 17^e légion de gendarmerie, a été promu au grade de capitaine.

— Par ordonnance du 18 même mois, M. Peretti, sergent au 17^e léger, a été nommé chevalier de la légion d'honneur.

(Journal de la Corse.)

Nouvelles Diverses.

— Les dépêches télégraphiques adressées au gouvernement par le consul d'Alexandrie et de Malte annoncent que les hostilités ont éclaté de nouveau en Chine, et que les forces anglaises se sont portées sur Canton. La nouvelle a été apportée d'Alexandrie à Malte par l'Oriental, porteur de la valise de l'Inde partie de Bombay le 1^{er} mai. Le 25 février les Anglais se sont emparés des forts de Bogue et des factoreries de Canton. L'empereur paraît décidé à ne pas céder. Keshen a été dégradé et envoyé à Pékin, chargé de fers.

— Darmès qui, dit-on, avait refusé de signer un recours en grâce, a été exécuté lundi matin, à sept heures, à la barrière Saint-Jacques. Le public était peu nombreux, et toutes les issues aboutissant à la place étaient occupées par la troupe qui empêchait la circulation.

— On lit dans le *Moniteur Algérien* du 25 mai :

« Les prisonniers de guerre français venant de Tékédempt, Tasa et Mascara, remis à M. l'évêque, à une lieue en avant de Boufarick, le 19 de ce mois, par le bey de Miliana, en vertu de l'échange convenu, sont arrivés à Alger dans l'après-midi du 20 de ce mois, au nombre de 128, dont 38 militaires et 90 civils ou déclarés tels. Parmi eux se trouve le sous-intendant militaire Massot. »

DEPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

Le chargé d'affaires de France à M. le ministre des affaires étrangères.

Londres, le 5, à 3 h. 1/2 du m.

La motion de sir Robert Peel, vient d'être adoptée à la majorité d'une voix.

Votants.....	623
Pour.....	312
Contre.....	311.

L'accueil qu'a obtenu la motion de sir Robert Peel dans la chambre des communes inspire au *Journal des Débats* les réflexions suivantes :

« La chambre des communes d'Angleterre vient de déclarer que les ministres n'avaient plus sa confiance et que leur présence au pouvoir était en désaccord avec le principe de la Constitution. »

— Nous n'avons pas besoin de faire ressortir la gravité de cette résolution. Le combat est terminé dans la chambre actuelle; il va être porté bientôt sur un autre terrain. — Les ministres, malgré la grave échec qu'ils avaient récemment subi, comptaient néanmoins retrouver, sur une question qui embrassait tout l'ensemble de leur politique intérieure et extérieure, une majorité de 2 ou 3 voix. Dans le cours de cette discussion ils avaient vu revenir successivement dans leurs rangs presque tous les membres qui s'en étaient éloignés sur une question particulière. L'événement a trompé leurs prévisions et a justifié la hardiesse du chef de l'opposition. — Les ministres n'ont plus la confiance de la chambre des communes; ils n'ont jamais eu celle de la chambre des lords. S'ils dirigent encore en ce moment l'administration de leur pays, c'est qu'ils ont l'appui du troisième pouvoir reconnu par la Constitution. Nous nous abstenons de toute réflexion; nous respectons la prérogative royale dans toute sa plénitude et dans toute son étendue. Il est incontestable que la reine a le droit d'en appeler au pays de la décision de la chambre des communes et jusque là, les ministres sont dans les strictes limites de la Constitution. Une dissolution de la chambre est leur dernière ressource, et le vote de ce matin aura pour effet de la hâter. On dit qu'elle sera prononcée lundi. »

— Une correspondance particulière de Boulogne sur mer, datée du 4 juin, nous communique les détails suivants.

« Avant hier, 2 juin, le paquebot de Londres est entré dans le port vers neuf heures du soir. Il contenait quatre vingt voyageurs qui passèrent successivement à la visite de la douane. Le dernier portait à la main une espèce de cabas en paille, l'intérieur de ce cabas ayant été examiné avec soin, on y trouva renfermés et enveloppés, dans une espèce de machine infernale, un pistolet à six coups, un modèle de fort, plus de la poudre, des balles et des pistons à l'usage de ces armes à feu. Par suite de cette découverte, les objets ci-dessus ont été saisis et transportés au parquet de M. le procureur du roi, et l'individu qui s'en trouvait possesseur a été mis en état d'arrestation et déposé dans la maison d'arrêt. M. le procureur du roi et son substitut se sont occupés immédiatement de l'instruction de l'affaire. Le passager a subi un long et minutieux interrogatoire. Ce qui a transpiré jusqu'ici de cet interrogatoire, c'est que le prisonnier a dit se nommer Israel-Lévy-Lillycrap et exercer la profession d'armurier à Bridgewater. Il serait

l'inventeur de la machine et du pistolet, et il les aurait confectionnés en février dernier. Il se rendait à Paris, a-t-il dit, dans le but d'offrir au gouvernement français la vente de cet instrument de mort. Israel-Lévy-Lillycrap paraît âgé de 25 à 26 ans, il a la mise et la tournure d'un ouvrier. On n'a trouvé sur lui au moment de son arrestation qu'une somme de 2 shill. « Voici la description de la machine et du pistolet : La machine se compose d'une plaque de fer de 8 à 9 cent. de longueur sur 6 cent. de largeur; d'un côté elle est garnie de bois, et sur le côté opposé sont appliqués 15 canons rangés par cinq de front, et que l'on fait partir ensemble au moyen de trois chiens à piston dont la détente est très douce. La plaque qui soutient les canons est un peu cintrée. Celui qui veut en faire usage la place sur sa poitrine après l'avoir suspendue avec une bretelle autour de son cou. Les canons sont très courts et peu vent être cachés sous un vêtement large. Ils sont disposés de manière à former un cercle de feu. Quant au pistolet, les six canons sont superposés les uns sur les autres, deux à deux; ils doivent partir au moyen de deux chiens à piston. Les canons sont placés de manière à ce que les feux puissent se croiser. L'instruction se poursuit avec activité. »

— Le conseil municipal de Boulogne vient de voter la somme de 10,000 fr. pour les fêtes qui auront lieu, le 15 août, jour anniversaire de la fête de l'Empereur, et auquel aura lieu la pose de la statue sur la colonne de la Grande-Armée.

— La tactique d'Abd-el-Kader, paraît être la même dans cette campagne que dans les précédentes; il ne veut pas s'opposer à la marche de nos troupes dans l'intérieur du pays, et se réserve sans doute de les attaquer à l'improvise dans un défilé ou au passage d'une gorge ou d'un bois; mais cette tactique est connue; le général Bugeaud est préparé; il a organisé dans cette intention un corps d'éclaireurs indigènes et a soulagé ses troupes de tout le bagage qui lui empêchait d'égalier en vitesse et en agilité les soldats d'Abd-el-Kader.

— Par décision du 22 avril 1841, le roi a approuvé les dispositions suivantes : les capitaines-trésoriers et les capitaines d'habillement des corps de troupes à cheval, qui auront justifié selon la règle commune, de l'existence d'un cheval leur appartenant, pourront, comme les lieutenants et les sous-lieutenants des mêmes corps, en obtenir le remplacement, aux frais de l'Etat, dans les formes et sous les conditions déterminées par l'ordonnance du 3 novembre 1837. Cette disposition ne préjudicie en rien au droit de ces capitaines d'être montés de deux chevaux, et d'obtenir, sous les mêmes conditions, le remplacement d'un de ces chevaux aux frais de l'Etat.

— Un pauvre homme en haillons se tenait, il y a peu de temps, à l'entrée du Pont-Royal. Sa figure distinguée et son langage simple trans-

taient avec cette apparence de misère; il y avait bien certes de quoi inspirer de l'intérêt, et cependant le chapeau qu'il tendait à la pitié des passants restait vide. Désespéré du peu de succès qu'obtenaient ses demandes, il s'adressa à un monsieur âgé et d'une mise simple qui passait en ce moment, et le supplia de lui donner de quoi manger. D'impitoyables sergens de ville qui le guettaient depuis quelque temps, s'avancèrent alors pour l'arrêter; mais l'étranger, témoin de ce débat, s'empressa de déclarer qu'il répondait du pauvre homme; et quand il eut éloigné les agents, il partit lui-même en glissant une bourse dans le chapeau du mendiant. Ce dernier court après son bienfaiteur, ne voulant pas qu'il échappât à sa reconnaissance; il l'atteint sans peine et le remercie avec effusion.

Bientôt il s'arrête, il ne trouve plus de paroles,.... il a reconnu dans le généreux étranger un homme qui, autrefois en Suisse, lui a donné des leçons de mathématiques; le professeur reconnaît aussi son ancien élève et lui témoigne sa joie de le revoir au moment où il peut lui être utile. M. J. Honoré de Palosse, né à Lausanne mendiant il y a huit jours, a obtenu une place lucrative que sa brillante éducation le met à même de remplir. Quant au professeur de mathématiques, il se nommait alors Philippe duc d'Orléans, et maintenant on l'appelle Louis-Philippe 1^{er} roi des Français. (*Moniteur Judiciaire.*)

A M. le ministre de la marine.

Toulon, 5 juin.

La colonne du général Bugeaud était le 22 à une journée de marche de Tagademt, où elle devait entrer le 23. Deux légères affaires avaient eu lieu en route, mais les arabes s'étaient promptement dissipés. Depuis le départ de l'armée, les populations des environs du Chéliff n'étaient plus comprimées par les Kalifas d'Abd-el-Kader, ont envoyé des bœufs par troupeaux à Mostaganem, et, dans un seul jour, jusqu'à 300 chevaux. La santé de l'armée et du prince étaient des meilleures.

On n'avait pas de nouvelles positives des opérations du général Baraguay-d'Hillier; on dit vaguement qu'il aurait eu quelques avantages. On jouit d'une tranquillité parfaite à Alger et dans le Massif.

— On lit dans le *Courrier du Bas-Rhin* (Strasbourg) du dimanche 16 mai :

La ville de Colmar vient d'être le théâtre d'un acte de vengeance poussée jusqu'à la frénésie. M^{me} H...., dont le mari appartenait à une famille honorable de cette ville, venait d'obtenir contre lui un jugement de séparation de corps, et dans la liquidation de ses droits on lui avait assigné, en remplacement de ses apports inexistant, un immeuble du mari : c'était la maison qu'habitaient les conjoints H.... Furieux de la perte de cette propriété, M. H.... conçut aussitôt un épouvantable projet, et dès qu'il eut sa

vengeance assurée, il le met à exécution.

La maison de M. H.... était assurée, mais la police d'assurance allait bientôt choir; depuis quelques jours le délai fatal était expiré, et M. H.... s'était bien gardé de renouveler l'assurance lorsque tout d'un coup, dans la nuit du 13 au 14, le son du tocsin réveille les habitants de Colmar : c'était la maison du sieur H.... qui se trouvait tout en flammes; ce malheureux, après avoir rassemblé dans ses appartements une grande quantité de matières combustibles, y avait mis le feu; puis l'incendie ayant gagné le bâtiment et croyant sa vengeance complète, il s'était percé le cœur d'un coup de stylet.

La maison, foyer de l'incendie, a été presque entièrement consumée, et les bâtiments voisins étaient également fortement entamés par les flammes, lorsqu'on est parvenu à se rendre maîtres du feu. Heureusement que cette atroce vengeance a manqué en grande partie son effet; car l'avoué, chargé des intérêts de M^{me} H...., s'étant aperçu de l'expiration de la police d'assurance, avait eu la précaution de faire assurer de nouveau la maison au nom de sa cliente.

Destruction des Chenilles.

Faire dissoudre du savon noir dans de l'eau tiède, agiter ce mélange pour produire de l'écume, jeter avec un balai cette écume sur les chenilles agglomérées par centaine, le matin, sur les branches des arbres. Toutes celles touchées par cette écume meurent sur le champ.

JOURNAL ÉCRIT A BORD

de la frégate

LA BELLE-POULE.

PAR M. EM. B^{te} DE LAS CASES;

Et Souvenirs du Voyage à Sainte-Hélène.

PAR M. L'ABBÉ F. COQUEREAU.

(Suite.)

1^{er} août, samedi. — A dix heures du matin, nous quittons Orotava. M. Colgan, un des plus riches habitants du pays, était notre guide. Après avoir marché toute la journée, nous arrivâmes à huit heures du soir à Sainte-Croix, et de là, à bord, fort heureux de rentrer chez nous.

Le dimanche 2 août, un appareil pour reprendre la mer. Ici le voyage s'anime de plusieurs événements de mer racontés par l'auteur. Toutes ces pages sont pleines d'intérêt.

Un mercredi 5 août au samedi, M. Las Cases raconte la manière dont le prince de Joinville avait reconnu, au Mexique, les abords du fort Saint-Jean.

Le dimanche 9, à dix heures, nous entendons la messe, dit l'auteur. Nous assistions tous à l'office divin le dimanche, quand le temps le permettait.

M. l'abbé Coquerneau avait à bord le titre d'aumônier de la frégate; mais il était envoyé pour accomplir les cérémonies religieuses lors de l'exhumation des restes mortels de l'empereur.

M. Coquerneau est déjà chanoine de plusieurs

dioèses; c'est son talent, comme prédicateur, qui lui a valu ces titres. C'est aussi ce talent qui l'a fait choisir pour lui confier la belle mission qu'il remplit aujourd'hui.

Il était à prêcher dans le Midi, lorsqu'il reçut la nouvelle qu'il était désigné. Comme il n'avait rien demandé, son étonnement fut égal à sa joie, il se hâta de partir. A bord, il a toujours su conserver avec tact et convenance son caractère de prêtre au milieu des officiers de l'état-major dont il s'est fait aimer.

Ensuite, M. de Las Cases, qui ne manque jamais l'occasion de rendre justice aux hommes de bien, fait faire connaissance à ses lecteurs avec MM. Saint-Denis, Noverras, Pierrin et Archambault, anciens fideles serviteurs de Napoléon, qui avaient suivi l'empereur à Sainte-Hélène.

Judi 30 août. — Passage de la ligne. « De temps immémorial, toutes les personnes qui passent la ligne pour la première fois doivent recevoir ce qu'on appelle le baptême de la ligne, de la main de l'aumônier du dieu Neptune. Une fois baptisées, le dieu les connaît et leur permet le passage. Cette cérémonie est le bonheur et la jubilation du brave matelot. C'est une véritable saturnale dans laquelle on s'arrose mutuellement à qui mieux mieux. Il y a des commandans qui, dans cette circonstance, gênent le matelot par leur sévérité; mais le notre avait dit qu'il laisserait faire en grand (c'est l'expression maritime, pour dire dans la plus grande étendue), et qu'il voulait que chaque matelot pût lui jeter un seau d'eau sur la tête si cela lui plaisait, que ses matelots étaient actifs, zèles et dévoués, qu'il voulait aussi les voir gais et contents. Il fut bien compris, car, pendant trois heures, ce fut un vrai déluge, et le commandant, qui, du reste, donnait l'exemple, ne fut pas plus épargné que les autres. Au moment le plus vif du combat, le commandant avait remarqué auprès de lui un matelot, connu par sa gaieté, qui lui avait déjà jeté trois seaux d'eau sur la tête. Au moment où il allait lui en jeter un quatrième, le prince se retourne : « Donne-moi ton seau », lui dit-il. Le matelot l'offre immédiatement, et sans qu'il ait le temps de se retourner le reçoit sur la tête; il se retire sans rien dire. Un moment après, le commandant le reçoit encore auprès de lui, un seau d'eau à la main. Il lui dit encore : « Garçon, donne-moi ton seau. » Le matelot fait le geste de le donner, le prince tend le bras, mais à l'instant le reçoit sur la tête. « Monseigneur, nous voilà quittes », dit le matelot; et chacun de rire.

Le commandant avait annoncé qu'il se servirait des pompes pour compléter le baptême. J'avais gagné le maître callat, et obtenu de lui d'aller dans la nuit boucher les pompes, puis j'avais lancé quelques plaisanteries sur le baptême; mais le commandant, qui porte en tout une grande circonspection, fit, à ce qu'il paraît, visiter secrètement, quelques instants avant la cérémonie, les pompes dont il devait se servir, et, au lieu d'être attrapant, je fus un des premiers attrapés.

Le soir, il y eut grand bal. Au coup de huit heures, tout rentra, comme par enchantement, dans l'ordre accoutumé.

On 20 au 28. — Traversée heureuse. M. de Las Cases remplit les intervalles de la navigation en rompant la monotonie par des récits fort intéressants sur la Russie et l'Algérie, dont il raconte plusieurs faits historiques.

Le vendredi 28. — A midi et demi, on signala la terre qui était encore très loin. La nuit vint; le commandant voulut néanmoins entrer, quoique la passe ne soit pas sans offrir quelques difficultés. Depuis le moment de l'atterrissage, le prince avait pris le commandement. On put observer

dans cette circonstance l'heureuse alliance de la foudre et de la prudence, qui se trouvent réunies en lui à un égal degré. A sept heures et demie, il commandait de mouiller.

Nous avions devant nos yeux le singulier spectacle d'une immense quantité de lumières qui témoignaient de la présence d'une grande ville, que nous ne voyions pas. Nous attendîmes le jour avec impatience.

Samedi 29. — Après les saluts d'usage, nous nous bûmes de débarquer. Le prince et les français furent reçus à Bahia avec la plus grande prévenance et la plus grande cordialité. Le président, S. Exc. Thomas Xavier, s'empressa de venir à bord pour présenter ses respects au prince, et les premières familles du pays, MM. Moniz, Bouleau, Bandeira etc., nous firent le plus aimable accueil.

Je rencontrai à Bahia d'anciens amis, et je profitai de leurs offres pour aller visiter l'intérieur du pays. Je pus y recueillir de curieuses notions sur la question de l'esclavage, que j'avais déjà été chargé, par le gouvernement d'étudier à la Martinique et à la Guadeloupe.

Du 29 août au 30 septembre. Continuation de la traversée. Le 20, branle-bas de combat. Le commandant présida toujours lui-même à tous les détails.

Aujourd'hui M. le capitaine Guyet, commandant la Favorite, et M. Marchand, sont venus dîner à bord. Le commandant les invitait habituellement le dimanche, toutes les fois que l'état de la mer le permettait.

Ainsi qu'il a été dit, M. Marchand n'avait pu être logé à bord de la Belle Poule, faute de place. Il était à bord de la corvette.

M. Marchand appartient à une famille honorable de la bourgeoisie de Paris, et son éducation a été soignée. Sa mère était auprès du roi de Rome. En 1811, à l'âge de dix-neuf ans, il fut admis dans la maison de l'empereur, qu'il suivit en Hollande et à Dresde. Constant, le premier valet de chambre, ayant abandonné son maître en 1814, M. Marchand fut choisi pour le remplacer. Arrivé à l'île d'Elbe, Napoléon, selon son habitude, le questionna bientôt sur sa famille et apprit avec satisfaction qu'il était le jeune homme pour lequel, en 1812, il avait tiré 5,000 fr. de sa cassette particulière, afin de lui acheter un remplaçant, son respect pour la loi s'opposant à ce que quelqu'un de sa maison pût se soustraire à la loi commune.

Ce fut alors que M. Marchand fut nommé premier valet de chambre, et que l'empereur lui confia sa cassette, dans laquelle étaient alors 800,000 fr. en or, et dont il arrêta la dépense tous les mois. Les autres valets de chambre étaient sous les ordres de M. Marchand, qui avait à l'île d'Elbe sa table particulière, et à Paris, pendant les cent jours, une table de quatre couverts, sa voiture, son cabriolet, ses entrées aux quatre grands spectacles, etc.

(La suite au prochain N°.)

Avis.

Etude de M^{re} GIUDICELLI, DANÈSE, notaire, maison Filippini, quartier Castellani, Corte.

A vendre par licitation, en un lot, entre mineur et mineur, devant M^{re} Giudicelli Danese, notaire à Corte, à cet effet commis par jugement du tribunal civil de Corte.

De tout l'enclos au lieu dit Porrette, composé

de quatre-vingt-dix ares et quarante centiares, ayant son entrée par le chemin qui descend par le terrain communal dit Porrette, aboutissant d'un côté, avec vigne de MM. les frères Montera, au nord avec chemin public, au couchant avec enclos d'André Giulj, et au-dessous avec enclos des frères Montera.

Cet immeuble dépendant de la succession du sieur François-Antoine-Ignace Arrighi de Casanova, de son vivant, chevalier de l'ordre royal de St-Louis et chef de bataillon en retraite, domicilié à Corte, dont la vente a été ordonnée par jugement du tribunal susdit en date du dix décembre 1840, et elle aura lieu devant M^{re} Giudicelli Danese, notaire à ce commis. On peut s'adresser pour les renseignements dans l'étude du dit notaire qui a le cahier des charges.

La première adjudication ayant eu lieu, le dix du mois de mai dernier, devant le notaire sousigné sur la mise à prix de deux mille francs, on a surenchéri de 1500, et l'on a fixé l'adjudication définitive pour le 21 du courant mois dans le dit étude, à deux heures de relevée.

Corte, le 10 juin 1841.

LIBRAIRIE DE FABIANI FRÈRES.

DELLA
INFIAMMAZIONE
E DELLA

FEBBRE CONTINUA.

CONSIDERAZIONI PATOLOGICO-PRACTICHE

DI G. TOMMASINI,

Uno dei XL della Società Italiana delle scienze,
Professore di clinica medica in Parma
e Protomedico dello Stato.

Volume III ed ultimo, di pag. 708 fr. 8.

GUÉRISON RADICALE DES
HERNIES,

et descentes de matrice ou traitement des hernies ou des ventres, rendant les bandages et les pessaires inutiles, sans aucun dérangement ni régime, approuvé par l'Académie royale de Médecine

Pour plus amples renseignements, voir l'instruction qui sera envoyée gratis, franc de port par la poste, aux personnes qui en feront la demande par lettres affranchies.

L'efficacité de ce remède est reconnue, et la guérison est assurée. S'adresser à l'auteur M. PIERRE SIMON, herniaire et bandagiste aux Herbiers, département de la Vendée. (Donner l'adresse amplement et très lisiblement. Affranchir.)

AVIS

Le nommé Philippe Antoine Bonavita, âgé de onze ans, de la commune d'Urtaca, canton de Lama, demeurait depuis quelques temps à Carpineto d'Orezza, avec son beau-frère, le S^r Ours Pierre Chipponi. Le 13 mai dernier, ce enfant a disparu et toutes les recherches ont été jusqu'ici inutiles. Ses signalements sont : taille ordinaire d'après son âge, visage allongé, cheveux blonds, teint rouge, ayant des marques de petite vérole. Si jamais on avait des nouvelles de cet enfant, on est prié de les transmettre soit à Urtaca, soit à Carpineto. Il y aura bonne récompense.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 4 au 11 Juin 1841.

ARRIVÉES.

Livourne. Pozzodiborgo, bat. à vap. c. Valzi, divers.
Livourne. Sebastiani, bat. à vap. c. Sactoni, id.
St-Pellegrino. St-Joseph, mistick, c. Regini, lest.
Fiumorbo. Sebastiani, bat. à vap. cap. Sactoni, lest.
Aleria. Désir, gondole, cap. Lusini, id.
Porto-Vecchio. Printemps, b. goélette, c. Valzi, bois.
Marseille. Courrier d'Alger, b. goélette, cap. Monégia, divers.
Toulon. Etoule, goélette de l'Etat, cap. Lagarde de Chambonas, lieutenant de vaisseau.
Toulon. Var, bat. à vap. c. Valzi, dépêches.
Athènes. Messange, goélette de l'Etat, c. Carpentin, lieutenant de vaisseau.

DÉPARTS.

Fiumorbo. Sebastiani, bat. à vap. cap. Sactoni, passagers.
Rio (de l'Elbe). St-Joseph, mistick, cap. Regini, lest.
Luri. Robertine, goélette, cap. Collari, lest.
Solenzara. St-Antoine, bœuf, cap. Semidei, div.
Bonifacio. St-Antoine, gondole, c. Gavini, id.
Toulon. Var, b. à v. c. Valzi, dépêches.
Livourne. Sebastiani, b. à vap. c. Sactoni, passagers. Un départ.
Livourne. Pozzodiborgo, bat. à vap. c. Valzi, passagers. Un départ.
Livourne. Conception, gondole, cap. Gabrielli, écuries.
St-Pellegrino. Pipi, mistick, cap. Canavaglia, lest.
St-Pellegrino. Assomption, mistick, c. Thiers, lest.
Macinaggio. M^{re} Letizia, gondole, c. Franceschi, futaies vides.
Cagnano. St-Pierre, gondole, cap. Defemini, futaies vides.
Padulella. V^{re} des Carmes, bœuf, c. Figalli, lest.
Gênes. Conception, b. goélette, cap. Lambert, planches.
Anibes. Conception, b. goélette, c. Ersi, lest.
Civita-Vecchia. Ste-Firmin, balancelle, cap. Accordo, lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'AUGUSTE DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

Bastia.

Du rapport de M. de Gasparin sur le projet de loi relatif à la navigation à vapeur du continent avec la Corse.

Nous avons promis dans notre dernier n° de revenir sur le rapport présenté à la chambre des pairs par M. le comte de Gasparin, au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'établissement de deux nouveaux services de paquebots à vapeur sur la méditerranée. Notre premier devoir, et nous l'accomplissons avec plaisir, est de reconnaître que M. de Gasparin a fait, plus que personne, en situation de remplir l'office de rapporteur par rapport à la partie du projet de loi qui regarde la Corse. M. de Gasparin aime notre pays qu'il a pris la peine d'étudier, et le résultat de cette étude a été un vif intérêt de sa part pour l'avenir de la Corse. Nous sommes habitués à ce peu, nous ne dirons pas de l'envie, mais de la justice et d'impartialité de la part de ceux qui veulent s'occuper de nous, que nous devons tenir compte du bon vouloir que nous remarquons à notre égard. Le rapport de M. de Gasparin se ressent de cette disposition d'esprit; il entre plus avant que ne l'avaient fait le ministre et le rapporteur de la chambre des députés dans l'examen de la question, et s'il ne l'a traité tout à fait comme nous l'aurions voulu, il avance des principes dont il ne tire pas toutes les conséquences, au moins il les avance et nous cherchons de faire ce que l'honorable pair de France n'a pas fait. Laissons d'abord parler M. de Gasparin; nos réflexions viendront ensuite.

Le Gouvernement vous propose la construction de trois bateaux à vapeur pour faire le service entre Marseille et la Corse. La création d'un service de paquebots à vapeur qui remonte déjà plusieurs années, avait été un grand bienfait sur cette île, en substituant un service régulier à des ordres qui le précédait; vingt-quatre heures de traversée à des voyages qui se prolongeaient quelquefois quatorze et quinze jours, et interrompaient dans les moments les plus pressants les communications administratives, militaires, commerciales. L'Amérique sera bientôt rapprochée de l'Europe que la Corse ne l'est de la France dans certaines saisons. Par là se restait à l'état d'annexe ou de colonie et ne pouvait participer à l'ensemble du mouvement général de notre administration. Tout restait extérieur en Corse avant que l'on eût jeté com-

me un pont sur le canal qui nous en sépare en créant les paquebots à vapeur. La compagnie qui s'était chargée de leur construction et de leur service avait rempli ses obligations d'une manière satisfaisante, eu égard à l'exigence du prix (1) qui lui était accordé et à la faiblesse de ses machines de la force de 60 chevaux. Commandés par des capitaines intrépides, on avait pu admettre la régularité de leurs voyages à travers les rages de la mauvaise saison. Mais les communications devenant chaque jour plus fréquentes entre les deux pays, il était évident qu'à l'expiration du bail, il faudrait recourir à la Corse des moyens de transport plus solides et plus commodes.

Il était peut-être facile d'obtenir d'une compagnie, et à de bonnes conditions, la construction et l'exploitation de ces paquebots; mais le Gouvernement a pensé qu'il devait rester le maître de la construction selon les besoins de la marine militaire; il a pensé, d'ailleurs, que les frais généraux étant déjà faits pour le service du Levant et d'Alexandrie, ceux de la Corse n'en supporteraient qu'une faible partie, et il vous a proposé de se charger lui-même de la construction et de la régie de trois bateaux à vapeur, de la force de 120 chevaux; deux qui feraient le trajet de Marseille à Bastia et à Ajaccio, et le troisième de relais pour faciliter les réparations des autres, et ne pas laisser d'interruption dans le service. La force de ces bâtiments aurait été excessive pour remplir le simple but de la correspondance, mais il fallait penser aussi à l'éventualité du service militaire. On a hésité pourtant en pensant à l'exigence du port de Bastia. On s'est assuré ensuite que l'on y trouverait le tirant d'eau nécessaire, et si en effet il se trouve souvent bien petit pour le nombre de navires, qu'il reçoit, cette difficulté n'est qu'un nouvel argument en faveur d'une entreprise qui ne peut être long-temps ajournée; celle de l'agrandissement du port de Bastia, qui aurait été compris dans les dernières lois de travaux extraordinaires, si les plans en avaient été arrêtés. Votre commission pense donc que l'intérêt de l'augmentation de notre marine à vapeur militaire exige qu'on lui fasse le sacrifice de l'ex-

(1) Nous ne disons ici qu'un mot. Nous ne saurions partager complètement l'avis de M. de Gasparin, et quand on dit de sa part, que la société en question ne saurait se plaindre de l'exagération du prix qui lui était accordé et que c'est si vrai qu'elle même a offert spontanément au ministre de réduire de moitié ce prix, de la faire descendre de 120,000 fr. à 60,000 si on voulait lui accorder la continuation du service, en partant même de Marseille. C'est donc une bonne et très bonne affaire; mais on aurait pu exiger, en retour, un peu plus de propriété etc., etc.

économie que l'on aurait obtenue sur la construction et sur le combustible en réduisant la force des paquebots de la Corse. Le service en sera d'ailleurs plus rapide, et l'installation intérieure plus commode.

Les paquebots de la Corse qui partaient jusqu'ici de Toulon, partiront dorénavant de Marseille. Le conseil général de la Corse sollicitait depuis longtemps ce changement. Les relations commerciales de ce pays sont toutes avec Marseille et avec Paris; le débarquement à Toulon ne faisait que rendre les frais du voyage plus considérables et prolongait sa durée. D'ailleurs la plus grande vitesse imprimée à des paquebots plus puissants compensera l'accroissement de la distance, et empêchera que la durée de la traversée n'augmente.

Des réclamations parties des villes de Calvi et de l'île-Rousse ont été mises sous les yeux de votre commission; elles réclament l'établissement d'un troisième départ de paquebots dirigé de Marseille sur leurs ports en sus de ceux qui ont lieu par Bastia et Ajaccio; elles sont appuyées par plusieurs délibérations du conseil général de la Corse, qui demandait qu'un service fût établi sur Calvi.

Messieurs, l'ancienne division de la Corse en deux départements, sa division actuelle en deux arrondissements électoraux, l'examen d'une carte et la direction des hauts sommets de montagnes qui forment la chaîne centrale de l'île et la partagent du nord au midi en deux parties, tous ces aperçus superficiels peuvent porter à croire que tous les besoins sont satisfaits quand on a porté son attention sur l'orient et sur l'occident de l'île; on peut penser qu'ensuite, il sera facile de communiquer latéralement de chacun des côtés de la grande chaîne. Cette opinion, généralement répandue est cependant une erreur. La Corse est réellement divisée en trois grandes parties, et non pas en deux; et la riche contrée de la Baie, formant l'arrondissement de Calvi, communiquée avec moins de difficulté avec celui de Bastia, qui est sur un versant opposé des montagnes, qu'avec Ajaccio, qui est sur le même versant. La direction d'un des bras de la chaîne en fait un bassin particulier, séparé du reste de l'île par des obstacles qu'il faut bien apprécier. De plus, Calvi est le point militaire le plus important de la Corse; il a un port sûr et commode. Les travaux que l'on exécute en ce moment à l'île-Rousse sont dignes de sa position commerciale, et le pays qui entoure ces deux villes est la plus riche partie

dans cette circonstance l'heureuse alliance de de l'audace et de la prudence, qui se trouvent réunies en lui à un égal degré. A sept heures et demie, il commandait de mouiller.

• Nous avions devant nos yeux le singulier spectacle d'une immense quantité de lumières qui témoignaient de la présence d'une grande ville, que nous ne voyions pas. Nous attendîmes le jour avec impatience.

• Samedi 29. — Après les saluts d'usage, nous nous bătâmes de débarquer. Le prince et les français furent reçus à Bahia avec la plus grande prévenance et la plus grande cordialité. Le président, S. Exc. Thomas Xavier, s'empessa de venir à bord pour présenter ses respects au prince, et les premières familles du pays, MM. Moniz, Bouleau, Bandeira etc., nous firent le plus aimable accueil.

• Je rencontrai à Bahia d'anciens amis, et je profitai de leurs offres pour aller visiter l'intérieur du pays. Je pus y recueillir de curieuses notions sur la question de l'esclavage, que j'avais déjà été chargé, par le gouvernement d'étudier à la Martinique et à la Guadeloupe.

• Du 29 août au 20 septembre. Continuation de la traversée. • Le 20, branle-bas de combat. Le commandant préside toujours lui-même à tous les détails.

• Aujourd'hui M. le capitaine Guyet, commandant la Favorite, et M. Marchand, sont venus dîner à bord. Le commandant les invitait habituellement le dimanche, toutes les fois que l'état de la mer le permettait.

• Ainsi qu'il a été dit, M. Marchand n'avait pu être logé à bord de la Belle Poulx, faute de place. Il était à bord de la corvette.

• M. Marchand appartient à une famille honorable de la bourgeoisie de Paris, et son éducation n'a été soignée. Sa mère était auprès du roi de Rome. En 1812, à l'âge de dix-neuf ans, il fut admis dans la maison de l'empereur, qu'il suivit en Hollande et à Dresde. Constant, le premier valet de chambre, ayant abandonné son maître en 1814, M. Marchand fut choisi pour le remplacer. Pendant qu'il suivait l'empereur à l'île d'Elbe, sa mère suivait le roi de Rome à Vienne. Arrivé à l'île d'Elbe, Napoleon, selon son habitude, le questionna bientôt sur sa famille et apprit avec satisfaction qu'il était le jeune homme pour lequel, en 1812, il avait tiré 5,000 fr. de sa cassette particulière, afin de lui acheter un emplacement, son respect pour la loi s'opposant à ce que quelqu'un de sa maison pût se soustraire à la loi commune.

• Ce fut alors que M. Marchand fut nommé premier valet de chambre, et que l'empereur lui confia sa cassette, dans laquelle étaient alors 800,000 fr. en or, et dont il arrêta la dépense tous les mois. Les autres valets de chambre étaient sous les ordres de M. Marchand, qui avait à l'île d'Elbe sa table particulière, et à Paris, pendant les cent jours, une table de quatre couverts, sa voiture, son cabriolet, ses entrées aux quatre grands spectacles, etc.

(La suite au prochain N°.)

Avis.

Etude de M^e GIUDICELLI, DANESE, notaire, maison Filippini, quartier Castellani, Corte.

A vendre par licitation, en un lot, entre majeur et mineur, devant M^e Giudicelli Danese, notaire à Corte, à cet effet commis par jugement du tribunal civil de Corte.

De tout l'enclos au lieu dit Porette, composé

de quatre-vingt-dix ares et quarante centiares, ayant son entrée par le chemin qui descend par le terrain communal dit Porette, aboutissant d'un côté, avec vigne de MM. les frères Montera, au nord avec chemin public, au couchant avec enclos d'André Giusti, et au-dessous avec enclos des frères Montera.

Cet immeuble dépendant de la succession du sieur François-Antoine-Ignace Arrighi de Casanova, de son vivant, chevalier de l'ordre royal de St-Louis et chef de bataillon en retraite, domicilié à Corte, dont la vente a été ordonnée par jugement du tribunal susdit en date du dix décembre 1840, et elle aura lieu devant M^e Giudicelli Danese, notaire à ce commis. On peut s'adresser pour les renseignements dans l'étude du dit notaire ou à la cahier des charges.

La première adjudication ayant eu lieu, le dix du mois de mai dernier, devant le notaire soussigné sur la mise à prix de deux mille francs, on a surenchéri de 1500, et l'on a fixé l'adjudication définitive pour le 21 du courant mois dans le dit étude, à deux heures de relevée.

Corte, le 10 juin 1841.

LIBRAIRIE DE FABIANI FRÈRES.

DELLA INFIAMMAZIONE E DELLA FEBBRE CONTINUA.

CONSIDERAZIONI PATOLOGICO-PRATICHE

DI G. TOMMASENI,

Uno dei XL della Società Italiana delle scienze.

Professore di clinica medica in Parma
e Protomedico dello Stato.

Volume III ed ultimo, di pag. 708 fr. 8.

GUERISON RADICALE DES HERNIES,

et dessentes de matrice ou traitement des hernies ou des entes, rendant les bandages et les pessaires inutiles, sans aucun dérangement ni régime, APPROUVÉ PAR L'ACADÉMIE royale de Médecine

Pour plus amples renseignements, voir l'instruction qui sera envoyée gratis, franc de port par la poste, aux personnes qui en feront la demande par lettres affranchies.

L'efficacité de ce remède est reconnue, et la guérison est assurée. S'adresser à l'auteur M. PIERRE SIMON, herniaire et bandagiste aux Heritiers, département de la Vendée. (Donner l'adresse amplement et très lisiblement. Affranchir.)



Le nommé Philippe Antoine Bonavita, âgé de onze ans, de la commune d'Urtaca, canton de Lama, demeurait depuis quelques temps à Carpineto d'Orezza, avec son beau-frère, le S^r Ours Pierre Chipponi. Le 13 mai dernier, cet enfant a disparu et toutes les recherches ont été jusqu'ici inutiles. Ses signalements sont : taille ordinaire d'après son âge, visage allongé, cheveux blonds, teint rouge, ayant des marques de petite vérole. Si jamais on avait des nouvelles de cet enfant, on est prié de les transmettre soit à Urtaca, soit à Carpineto. Il y aura bonne récompense.

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 4 au 11 Juin 1841.

ARRIVÉES.

Livourne. Pozzodiborgo, bat. à vap. c. Valzi, diverses.
Livourne. Sebastiani, bat. à vap. c. Sacttoni, id.
St-Pellegrino. St-Joseph, mistick, c. Regini, lest.
Fiumorbo. Sebastiani, bat. à vap. cap. Sacttoni, lest.
Aleria. Désir, gondole, cap. Lusinchi, blé.
Porto-Vecchio. Printemps, b. goëlette, c. Valzi, bois.
Marseille. Courrier d'Alger, b. goëlette, cap. Minneglia, diverses.
Toulon. Étoile, goëlette de l'État, cap. Lagarde de Chambonas, lieutenant de vaisseau.
Toulon. Var, bat. à vap. c. Valzi, dépêches.
Athènes. Mésange, goëlette de l'État, c. Carpentin, lieutenant de vaisseau.

DÉPARTS.

Fiumorbo. Sebastiani, bat. à vap. cap. Sacttoni, passagers.
Rio (île d'Elbe). St-Joseph, mistick, cap. Regini, lest.
Luri. Robertine, goëlette, cap. Collari, lest.
Solenzara. St-Antoine, bœuf, cap. Semidei, div.
Bonifacio. St-Antoine, gondole, c. Gavini, id.
Toulon. Var, b. à v. c. Valzi, dépêches.
Livourne. Sebastiani, b. à vap. c. Sacttoni, passagers. Un départ.
Livourne. Pozzodiborgo, bat. à vap. c. Valzi, passagers. Un départ.
Livourne. Conception, gondole, cap. Gabrielli, écures.
St-Pellegrino. Pipi, mistick, cap. Canavaglia, lest.
St-Pellegrino. Assomption, mistick, c. Thiers, lest.
Macinaggio. M^e Letizia, gondole, c. Franceschi, futaillies vides.
Cagnano. St-Pierre, gondole, cap. Defendini, futaillies vides.
Padulella. V^e des Carmes, bœuf, c. Figallo, lest.
Gênes. Conception, b. goëlette, cap. Lamberti, planches.
Antibes. Conception, b. goëlette, c. Erso, lest.
Civita-Vecchia. Ste-Firmine, balancelle, cap. Accordo, lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'AUGUSTE DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

Bastia.

De rapport de M. de Gasparin sur le projet de loi relatif à la navigation à vapeur du continent avec la Corse.

Nous avons promis dans notre dernier n° de recevoir sur le rapport présenté à la chambre des pairs par M. le comte de Gasparin, au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif à l'établissement de deux nouveaux services de paquebots à vapeur sur la méditerranée. Notre premier devoir, et nous l'accomplissons avec plaisir, est de reconnaître que M. de Gasparin était, plus que personne, en situation de remplir l'office de rapporteur par rapport à la partie du projet de loi qui regarde la Corse. M. de Gasparin aime notre pays qu'il a pris la peine d'étudier, et le résultat de cette étude a été un vif intérêt de sa part pour l'avenir de la Corse. Nous sommes habitués à si peu, nous ne dirons pas de surveillance, mais de justice et d'impartialité de la part de ceux qui veulent s'occuper de nous, que nous devons tenir compte du bon vouloir que nous remarquons à notre égard. Le rapport de M. de Gasparin se ressent de cette disposition d'esprit; il entre plus avant que ne l'avait fait le ministre et le rapporteur de la chambre des députés dans l'examen de la question, et s'il ne l'a pas traité tout à fait comme nous l'aurions voulu, il avance des principes dont il ne tire pas toutes les conséquences, au moins il les avance et nous cherchons de faire ce que l'honorable pair de France n'a pas fait. Laissons d'abord parler M. de Gasparin; nos réflexions viendront ensuite.

Le Gouvernement vous propose la construction de trois bateaux à vapeur pour faire le service entre Marseille et la Corse. La création d'un service de paquebots à vapeur qui remonte déjà plusieurs années, avait été un grand bienfait pour cette île, en substituant un service régulier à l'ancien qui se faisait par des navires de commerce, et par conséquent par des navires de traversée à des voyages qui se prolongeaient quelquefois quatorze et quinze jours, et interrompaient dans les moments les plus pressants toutes les communications administratives, militaires, commerciales. L'Amérique sera bientôt rapprochée de l'Europe que la Corse ne l'est de la France dans certaines saisons. Par là le restait à l'état d'annexe ou de colonie et ne pouvait participer à l'ensemble du mouvement général de notre administration. Tout restait exceptionnel en Corse avant que l'on eût jeté com-

me un pont sur le canal qui nous en sépare en créant les paquebots à vapeur. La compagnie qui s'était chargée de leur construction et de leur service avait rempli ses obligations d'une manière satisfaisante, eu égard à l'exiguité du prix (1) qui lui était accordé et à la faiblesse de ses machines de la force de 60 chevaux. Commandés par des capitaines intrépides, on avait pu admirer la régularité de leurs voyages à travers les orages de la mauvaise saison. Mais les communications devenant chaque jour plus fréquentes entre les deux pays, il était évident qu'à l'expiration du bail, il faudrait procurer à la Corse des moyens de transport plus solides et plus commodes.

Il était peut-être facile d'obtenir d'une compagnie, et à de bonnes conditions, la construction et l'exploitation de ces paquebots; mais le Gouvernement a pensé qu'il devait rester le maître de la construction selon les besoins de la marine militaire; il a pensé, d'ailleurs, que les frais généraux étant déjà faits pour le service du Levant et d'Alexandrie, ceux de la Corse n'en supporteraient qu'une faible partie, et il vous a proposé de se charger lui-même de la construction et de la régie de trois bateaux à vapeur, de la force de 120 chevaux; deux qui feraient le trajet de Marseille à Bastia et à Ajaccio, et le troisième de relais pour faciliter les réparations des autres, et ne pas laisser d'interruption dans le service. La force de ces bâtiments aurait été excessive pour remplir le simple but de la correspondance, mais il fallait penser aussi à l'éventualité du service militaire. On a hésité pourtant en pensant à l'exiguité du port de Bastia. On s'est assuré ensuite que l'on y trouverait le tirant d'eau nécessaire, et si en effet il se trouve souvent bien petit pour le nombre de navires qu'il reçoit, cette difficulté n'est qu'un nouvel argument en faveur d'une entreprise qui ne peut être long-temps ajournée; celle de l'agrandissement du port de Bastia, qui aurait été compris dans les dernières lois de travaux extraordinaires, si les plans en avaient été arrêtés. Votre commission pense donc que l'intérêt de l'augmentation de notre marine à vapeur militaire exige qu'on lui fasse le sacrifice de l'é-

conomie que l'on aurait obtenue sur la construction et sur le combustible en réduisant la force des paquebots de la Corse. Le service en sera d'ailleurs plus rapide, et l'installation intérieure plus commode.

Les paquebots de la Corse qui partaient jusqu'ici de Toulon, partent dorénavant de Marseille. Le conseil général de la Corse sollicitait depuis longtemps ce changement. Les relations commerciales de ce pays sont toutes avec Marseille et avec Paris; le débarquement à Toulon ne faisait que rendre les frais du voyage plus considérables et prolongait sa durée. D'ailleurs la plus grande vitesse imprimée à des paquebots plus puissants compensera l'accroissement de la distance, et empêchera que la durée de la traversée n'augmente.

Des réclamations parties des villes de Calvi et de l'île-Rousse ont été mises sous les yeux de votre commission; elles réclament l'établissement d'un troisième départ de paquebots dirigé de Marseille sur leurs ports en sus de ceux qui ont lieu par Bastia et Ajaccio; elles sont appuyées par plusieurs délibérations du conseil général de la Corse, qui demandait qu'un service fût établi sur Calvi.

Messieurs, l'ancienne division de la Corse en deux départements, sa division actuelle en deux arrondissements électoraux, l'examen d'une carte et la direction des hauts sommets de montagnes qui forment la chaîne centrale de l'île et la partagent du nord au midi en deux parties, tous ces aperçus superficiels peuvent porter à croire que tous les besoins sont satisfaits quand on a porté son attention sur l'orient et sur l'occident de l'île; on peut penser qu'ensuite, il sera facile de communiquer latéralement de chacun des côtés de la grande chaîne. Cette opinion, généralement répandue est cependant une erreur. La Corse est réellement divisée en trois grandes parties, et non pas en deux; et la riche contrée de la Balagne, formant l'arrondissement de Calvi, communique avec moins de difficulté avec celui de Bastia, qui est sur un versant opposé des montagnes, qu'avec Ajaccio, qui est sur le même versant. La direction d'un des bras de la chaîne en fait un bassin particulier, séparé du reste de l'île par des obstacles qu'il faut bien apprécier. De plus, Calvi est le point militaire le plus important de la Corse; il a un port sûr et commode. Les travaux que l'on exécute en ce moment à l'île-Rousse sont dirigés de sa position commerciale, et le pays qui entoure ces deux villes est la plus riche partie

(1) Nous ne dirons ici qu'un mot. Nous ne saurions partager complètement l'avis de M. de Gasparin, et quand on dit que les paquebots de la Corse, qui ont été construits par M. de Gasparin, ont coûté 100,000 fr., on se trompe. Ils ont coûté 120,000 fr. et ont été construits par M. de Gasparin, qui lui-même a été le maître de la construction. Ils ont été construits par M. de Gasparin, qui lui-même a été le maître de la construction. Ils ont été construits par M. de Gasparin, qui lui-même a été le maître de la construction.

de la Corse, où se trouve la grande culture de l'olivier, objet principal du commerce de l'île avec la France. Enfin, la longueur du trajet n'a que la moitié de celui de Marseille à Bastia, ce qui serait un grand avantage pour la correspondance et pour les habitants de la Balagne, qui, avec une traversée moins longue, n'auraient pas à faire le trajet difficile de Bastia à leur pays. Votre commission s'est préoccupée de cette question et en a fait l'objet de communications avec l'administration des finances et des postes, qu'elle a trouvée très-favorable à la solution indiquée par le vote du conseil général, mais elle réserve son examen ultérieur pour un temps où le développement du commerce de la Balagne, et la conviction que ce pays fournirait un nombre de voyageurs et une masse de correspondances suffisantes pour défrayer en grande partie l'entreprise serait acquise, et où l'on aurait pu aussi se faire une juste idée de l'effet produit par l'achèvement des routes royales. Le désir du Gouvernement comme le vôtre, messieurs, est de contribuer à développer la prospérité de la Corse et à faire disparaître de plus en plus des causes qui l'ont entravée. Elle doit avoir confiance dans ces dispositions du pays qui réalisera graduellement toutes ses espérances.

L'article 4 du projet qui défend aux paquebots le transport de marchandises encombrantes a pour but de ne pas créer une concurrence redoutable à la navigation française, et en particulier pour la Corse, de favoriser l'accroissement de sa marine marchande. Les matelots corses sont peu nombreux encore, mais ils sont excellents. Cette profession est un débouché important à conserver au travail de cette population. etc., etc.

Qui, sans doute, la Corse a confiance dans les bonnes intentions dont sont animés à son égard, ainsi que le dit M. de Gasparin, les grands corps de l'Etat; nos espérances et celles du pays tout entier seront réalisées tôt ou tard, car il est impossible que tôt ou tard on ne reconnaisse quelle est la véritable conduite à tenir envers la Corse. En attendant, continuons à faire nos efforts pour éclairer Paris sur ce point si important pour nous. Ainsi nous dirons, sans aigreur, mais sans détour qu'il est fâcheux que la commission de la chambre des pairs ait repoussé par une fin de non recevoir, peu fondée, selon nous, les réclamations du commerce de Calvi et de l'île-Rousse, ou plutôt qu'elle se soit rendue, presque sans combat, aux observations très peu justes de l'administration des finances qui n'a voulu voir qu'une question de spéculation et de gain là où il s'agissait de contribuer au progrès de l'une des parties les plus riches et les plus industrieuses de la Corse, la Balagne.

Nous avions pensé jusqu'ici, et nous pensons encore, qu'en économie politique, pour contribuer à la prospérité d'un pays, il ne fallait pas attendre que ce pays pût se passer de secours; qu'il était d'une bonne administration de l'aider surtout alors qu'il était faible, alors qu'il faisait les premiers pas. Nous avions toujours cru, et nous le croyons encore, que dans les différentes voies de communication à créer entre deux parties d'un même pays, il ne fallait pas se préoccuper de savoir si, tout d'abord, ces communications nouvelles à établir fourniraient un nombre de voyageurs et une masse de correspondances suffisantes pour défrayer, en grande partie, l'entreprise nouvelle. Avec ce principe, il est bien évident qu'on resterait éternellement dans le statu quo et qu'il faudrait ajourner, à tout jamais, les réformes les plus utiles et les plus urgentes; avec ce principe l'on n'aurait jamais établi de correspondance à la vapeur en Corse, car de long-temps encore la Corse ne pourra défrayer cette entreprise; avec ce

principe, on n'aurait jamais établi la correspondance à la vapeur avec le Levant, cette admirable innovation politique qui permet à la France d'arriver à temps pour les grandes questions qui doivent se trancher dans l'Orient; car cette entreprise, financièrement parlant, n'est pas bonne, au moins du point de vue du plus étroit et le plus mesquin, du point de vue du gain. Il faut donc que l'arrondissement de Calvi ne se regarde pas comme battu par une contradiction si manifeste de la part de l'administration des postes; il faut qu'il en appelle au ministre par trop économe, au ministre plus conséquent avec lui-même. La France ne saurait se réduire au rôle d'une compagnie particulière qui doit balancer rigoureusement son droit et son avoir, surtout quand ces sacrifices matériels produisent des progrès moraux qui, à leur tour, réagissent sur la prospérité même matérielle du pays. Que Calvi sollicite, réclame, plaide sa cause et cela avec d'autant plus d'énergie qu'on la menace d'ajouter ses justes réclamations jusqu'à ce qu'on ait pu se faire, à Paris, une juste idée de l'effet produit par l'achèvement des routes royales. L'achèvement des routes royales? mais c'est en vérité renvoyer à cinquante ans d'ici avec la fièvre d'activité dont est frappé le génie civil; l'achèvement des routes royales? mais c'est précisément parce qu'elles n'existent point encore, qu'il importerait, pour l'arrondissement de Calvi, d'y suppléer au moins par un service direct avec le continent.

Le rapport de M. de Gasparin contient une grave erreur, que nous devons mettre d'autant plus d'empressement à relever qu'elle nous vient d'un homme ami. Nous ne savons à quelles préoccupations ou à quels souvenirs inexorables a cédé M. de Gasparin quand il dit qu'on peut être porté à croire, après un examen superficiel, ajoute-t-il, il est vrai, que tous les besoins de la Corse sont satisfaits quand on a porté son attention sur l'Orient et l'Occident de la Corse, et cela grâce à l'ancienne division de la Corse en deux départements, et grâce à la division actuelle en deux arrondissements électoraux. D'abord cette dernière division n'est d'aucun intérêt pour la Corse sous le rapport de l'accélération des affaires, sous le rapport si grave de la surveillance active de l'autorité supérieure centrale; elle importe peu au fond, à la prospérité de la Corse; qu'il y ait deux, trois, quatre arrondissements électoraux qu'est-ce que cela fera pour faciliter, accélérer la marche de l'administration? Nous ne devons pas nous arrêter à cette considération. Reste donc l'ancienne division, bien plus réelle, la seule efficace, de la Corse en deux départements; mais comment cette ancienne division, qui, aujourd'hui malheureusement, n'est plus que de l'histoire, n'est plus qu'un souvenir, et pas même une espérance, comment cette ancienne division peut-elle faire croire que tous les besoins de la Corse sont satisfaits? C'est tout le contraire qu'il faut conclure. Si la Corse, comme le dit l'honorable M. de Gasparin, est divisée non seulement en deux parties bien distinctes, bien réelles, mais encore en trois, il faudrait donc en conclure qu'une seule préfecture est évidemment impuissante à satisfaire à tous les besoins de l'île, et qu'il faudrait revenir au plutôt à cette ancienne division qui, alors, serait en rapport avec la configuration géographique de notre pays et permettrait à la sève administrative, si nous pouvons nous exprimer ainsi, de pénétrer partout à la fois, d'une manière plus égale, plus intense et qui activerait ainsi le développement de la vie, là où elle sommeille encore, faute d'être sollicitée vivement. L'assemblée constituante en adoptant la division de la France par départements, outre qu'elle voulait frapper au cœur tous les anciens souvenirs des vieilles pro-

vinces et les antiques rivalités qu'elles réveillaient, voulait aussi constituer des centres d'action très multipliés et qui, par leur rapport facile avec les différents points de la circonférence, pussent, par là même, faire rayonner, sur tous les points à la fois, l'action du pouvoir général. Or, ce but est-il atteint quand, en Corse, des points très importants se trouvent à vingt-cinq lieues, à trente-cinq lieues de la ville où réside l'autorité supérieure, et alors surtout qu'ils ne peuvent, qu'ils ne pourront jamais, quoiqu'on fasse, se mettre en rapport avec cette autorité que par des chemins difficiles, escarpés et qui resteront toujours tels, quel que soit le nombre des routes royales, départementales qu'on puisse construire, car on ne nivellera jamais nos montagnes. Cette position exceptionnelle de la Corse sera donc éternelle; il n'y a pas de routes royales qui puissent y porter remède. L'on n'aura donc satisfait à tous les droits de l'Orient et de l'Occident, du Nord et du Midi de la Corse, qu'autant qu'on aura rétabli cette ancienne division, dont parle M. de Gasparin: la sur-tout est le remède et non ailleurs. Si nous pouvions comparer les petites choses aux grandes, nous serions presque tentés de dire qu'il en est un peu du Nord de la Corse comme de l'Irlande et que si c'est seulement par le rappel de l'union que l'infatigable O'Connell sollicite depuis si longtemps par des voies pacifiques, mais énergiques, qu'on pourra tout-à-fait tirer ce pays de sa profonde misère, c'est aussi en demandant le rappel de l'union administrative du Nord de la Corse avec le Midi qu'on parviendra à réaliser tous les progrès et toutes les espérances que la Corse est en droit d'attendre ou qu'elle peut offrir. Que nos concitoyens réclament donc comme l'ont fait ceux de Calvi pour les bateaux à vapeur; ils n'obtiendront pas du premier coup, car leur opposera aussi la question des chiffres: le fisc, avec ses doigts décharnés et sa logique impitoyable déchirera d'abord leurs pétitions, mais on se lasse enfin de refuser surtout à des gens qui demandent sans cesse avec la raison et la justice pour eux. En France la vérité finit toujours par arriver. La Corse, depuis dix ans, sait tout ce qu'elle a obtenu, en ayant le droit pour elle, elle peut s'encourager à demander encore, tant qu'elle restera dans les limites qu'elle n'a pas dépassées: qu'on sache bien qu'en économie politique, comme ailleurs, le proverbe: *Aide-toi, le Ciel t'aidera*, est d'une application positive, pratique.

Nous n'avons pas tout dit sur le rapport de M. de Gasparin. L'honorable pair a soulevé incidemment la question du port de Bastia. Il nous restera encore à examiner cette question.

COUR D'ASSISES DE LA CORSE (2^e session)

Présidence de M. le Conseiller Giordani.

C'est une noble et généreuse mission que celle d'être appelé gratuitement à juger ses concitoyens mandat toujours délicat et souvent difficile, car il a pour objet deux intérêts, celui de la société et celui de l'individu qui s'est mis en lutte avec elle. Quel tact, quel jugement sain et libre de toute préoccupation ne faut-il pas à des hommes auxquels la loi n'impose d'autre obligation que de juger selon leur conscience, pour ne point errer quelque fois, pour pouvoir toujours concilier ces divers intérêts. Le cœur trompe facilement et voilà pourquoi l'homme est sujet à erreur. Généralement c'est à leurs sentiments d'humanité que les jurés font la plus large part. C'est là un résultat que le législateur a dû prévoir et contre lequel personne n'a droit de murmurer. Si les jurés usent parfois d'une indulgence que rigoureusement parlant ils ne devraient point avoir, c'est qu'il leur répugne d'infirmer une peine alors qu'

ils en ont une expiation qu'ils considèrent comme suffisante, ou bien parce que cette peine deviendrait en quelque sorte inutile, pour le but qu'on doit se proposer. On comprend que le jury sollicite alors une application légère de la peine; mais nous croyons que c'est entendre la justice et l'équité dans un sens beaucoup trop large que de prononcer un acquittement là où la loi se contente d'une légère répression; quelles que soient les considérations qui puissent militer en faveur d'un accusé, dès que son fait constitue un crime ou un délit, l'acquittement est toujours un mal. Il faut le dire cependant, le jury croit souvent trouver son excuse dans l'erreur des premiers magistrats qui, se méprenant, à son avis, sur la nature de certaines affaires, leur donnent un caractère criminel, tandis qu'ils ne devraient peut-être y voir qu'un simple délit. Dans des cas semblables la déduction préventive à laquelle l'accusé se trouve soumis, le préjudice qu'elle lui cause, les conséquences d'une condamnation quel que minime qu'elle soit, sont ordinairement pour l'accusé un sûr-garant de l'indulgence du jury. C'est ce qui se reproduit dans le cours de presque toutes les sessions.

De reste, ces résultats partiels n'ont rien à l'ensemble des décisions aussi sages que justes de notre jury. Il est certaines affaires qui sont la pierre de touche de la bonté d'un jury et ce n'est que d'après ces dernières qu'on peut apprécier les progrès ou la décadence de cette institution. C'est pourquoi le sens commun, qui s'inquiète fort peu de quelques légers acquittements, s'émue vivement quand il voit un grand crime impuni. Aussi, bien que les acquittements aient été assez nombreux, nous pouvons néanmoins nous féliciter du résultat de cette session.

Sur 36 accusés 19 ont été acquittés. Ce nombre serait considérable si chacun de ces accusés avait été jugé sur un fait à lui personnel ou sur des faits graves; mais il faut remarquer que plusieurs d'entre eux étaient accusés de complicité de faits qui, bien que s'annonçant sous un titre grave, se sont trouvés dans le cours des débats dépourvus de toute gravité, entourés au contraire de toutes ces circonstances favorables qui permettent au jury d'user de toute indulgence possible.

Ainsi, les frères Ficconi condamnés à la peine de mort en 1821, par contumace, pour avoir dans une rixe, de complicité avec six autres accusés qui tous avaient été acquittés à l'exception d'un seul qui était leur père, tué à coup de pierre le nommé Pieraggi;

Cianferani, accusé d'avoir, de complicité avec six autres accusés qui tous avaient été acquittés, volé une certaine quantité de blé, il y a quelques années;

Giovannoni André, accusé de complicité de meurtre, alors qu'il avait été, au contraire, assailli sur une route publique par son ennemi qui menaçait de l'égorger, l'accusant d'avoir séduit sa sœur;

Dominici, accusé d'une tentative d'assassinat, commise par deux individus dont aucun n'avait été reconnu;

Versini Antoine, accusé d'avoir fait des blessures ayant occasionné la mort, mais ayant agi sans discernement, et plusieurs autres enfin contre lesquels il n'existait aucune charge sérieuse ont été acquittés.

Deux accusations de faux ont été dirigées contre deux maires. Il ne nous appartient point de critiquer les décisions du jury; nous nous abstenons donc de toute réflexion à cet égard; nous dirons toutefois que la légèreté avec laquelle le jury se prononce sur tout ce qui ne constitue pas un attentat à la personne ou à la propriété, peut avoir les plus fâcheux résultats. En matière de

lection les partis qui divisent la plupart de nos villages s'habituent à considérer un maire comme une espèce d'âne privilégié qui peut se mettre impunément au dessus de la loi, et il est des lors à craindre que les citoyens ne cherchent à se faire justice eux-mêmes. Il paraît cependant que la sage mesure prise par l'autorité judiciaire de poursuivre tous ceux qui abusent ainsi de leur pouvoir pour jeter le trouble et la discorde dans leur pays, a déjà produit un effet salutaire, car une seule accusation d'attentat direct aux droits civils s'est présentée dans le cours de cette session et encore la bonne foi de l'accusé était plus qu'évidente, puisqu'il s'agissait d'un maire qui s'était démis de ses fonctions. Espérons que ces sortes d'attentats qui portent une si grave atteinte à la sécurité publique ne se reproduiront plus.

Nos observations sur le faux témoignage ne se sont que trop vérifiées dans le cours de cette session, mais cette fois la cour a cru devoir sévir contre quelques faux témoins qui ont été mis en état d'arrestation, en attendant qu'on instruisse contre eux. Si ces mesures de rigueur étaient toujours employées, nous verrions cesser bientôt cet autre fléau de notre pays.

Vingt-sept affaires comprenant 36 accusés ont été jugées dans le cours de cette session. Comme on l'a vu par les exemples que nous avons cités plus haut, quelque considérable qu'ait été le nombre des affaires jugées dans cette session, la plupart n'offraient, par le fait, aucun de ces caractères hileux qui appellent toute la rigueur de la loi sur la tête de l'accusé et pour lesquels l'indulgence serait une faiblesse et non un devoir de cœur. C'est là un fait qui tend à prouver que les mœurs de nos villages s'améliorent de jour en jour. Si nous pouvions à la fin de chaque session constater un résultat encore plus satisfaisant, l'avenir de la Corse serait assuré.

Cet avenir de prospérité, nous l'atteindrons, il ne faut point en douter, avec le courage et la persévérance. C'est aux jurés surtout qu'il appartient de travailler à ce grand œuvre, en popularisant la justice au sein des masses qui bécotaient entièrement cette ancienne idole de la vengeance, jadis le dieu du foyer domestique et aujourd'hui bailli de tous les lieux où la justice a pu étendre son empire bienfaisant.

Convaincus de la haute et importante mission qu'ils sont appelés à remplir, nos jurés s'empressent d'obéir au vœu de la loi qui confie à leur sagesse et à leur expérience le sort des accusés; cependant qu'arrivait-il jusqu'à ces derniers temps? C'est qu'après 8 ou 10 jours, 15 jours au plus de session, les jurés de l'intérieur demandaient et obtenaient presque toujours des dispenses, à cause de la longueur des sessions dont la durée est ordinairement de plus d'un mois. On sait que la dernière de l'année 1840 dura 43 jours consécutifs; on conçoit dès-lors l'impatience de MM. les jurés, qui pour la plupart dirigeant eux-mêmes leurs affaires, se voient obligés de laisser ainsi pendant un temps considérable leurs intérêts dans l'abandon ou tout au moins en suspens.

Mais, d'un autre côté, s'il est vrai que la justice doit être égale pour tous, il ne doit point être permis de priver un accusé de ses juges naturels. La liste des jurés une fois formée est acquise à tous les accusés. Distraire une partie de ces juges pour leur en substituer d'autres qui peuvent ne pas inspirer à l'accusé la même confiance, n'est ni juste, ni légal; accorder indistinctement des dispenses à tous les jurés qui de l'intérieur après 10 ou 15 jours de session, alors qu'il n'y a point pour eux force majeure de partir, c'est agir en effet par condescendance et non dans les limites de la légalité et du devoir. C'est pourquoi, dans notre précédent compte rendu, nous nous félicitions de ce que très

peu de dispenses avaient été accordées. Le même système a été suivi encore plus rigoureusement dans cette session qui a duré cependant 26 jours. Tous les jurés sont restés fidèles à leur poste depuis le premier jusqu'au dernier jour de la session. Il est à désirer que cette mesure soit prise comme règle générale. MM. les Jurés doivent même comprendre que la grande facilité avec laquelle ces dispenses leur étaient accordées prouverait une certaine méfiance à leur égard, il semblerait qu'on ne croit point à leur justice. Or, disons-le, pour notre dignité, le temps n'est plus où la crainte pouvait arracher un vote inique et l'esprit de parti l'emporter sur celui de la justice; aujourd'hui le sentiment de l'honneur, ce grand noble de nos actions est devenu le plus sûr garant de la fidélité religieuse avec laquelle chaque juré ne cessera d'accomplir ses devoirs, aux dépens même de ses propres intérêts. L'opinion publique est encore venue en aide à leur patriotisme et depuis long-temps le jury corse s'est acquis une réputation justement méritée. A l'exemple des jurés de Bastia, les jurés de l'intérieur ont compris quels étaient les immenses bienfaits de cette institution libérale et chacun s'est attaché à lui donner l'appui de son travail et de ses idées. C'est qu'en effet les idées s'agrandissent et l'esprit de localité n'a plus qu'une bien faible prise sur des hommes jaloux de mériter l'estime et la reconnaissance de leurs concitoyens.

Tout le monde conviendrait que les sessions de la Cour d'assises de la Corse ont une trop longue durée. Quelques observations nous ont été communiquées à cet égard. Le nombre des crimes diminuera de jour en jour, nous devons l'espérer, mais en attendant il paraîtrait assez rationnel de partager les affaires de manière à ce que toutes les sessions eussent à peu près une durée égale; pourqu'il ne pas tenir aussi des assises extraordinaires ainsi que cela se pratique sur le continent? L'ordre dans lequel les affaires seront classées peut encore, pour beaucoup de jurés, abréger le temps de leur séjour à Bastia. Quand on aura ainsi fait tout ce qu'il est possible de faire, les jurés ne se plaindront point des sacrifices qu'ils sont obligés de faire pour le bien du pays; et ils ne cessent de prouver, par leur zèle et par la sagesse de leurs décisions qu'ils sont dignes sous tous les rapports d'être les juges de leurs concitoyens.

Comme nous le disions, cette session a eu une durée de 26 jours et 27 affaires, dont une seule a exigé six jours de débats, ont été jugées dans cet espace de temps. Nous devons à cette occasion payer un juste tribut d'éloge aux magistrats de la Cour et du parquet dont le zèle et le talent ont si puissamment contribué au triomphe de la justice.

TABLEAU des affaires qui ont été jugées dans la 2^e trimestre 1841.

Nicollini (Emile), de Pero, — meurtre — deux ans d'emprisonnement. — Av. Casabianca; Min. pub. Dillemann.
Ariotti (François), d'Ocagnano, — tentative de meurtre — deux mois d'empr. — Av. Tomasi; M. p. Sigaudy.
Grazi (Charles-Joseph), de Rapaggio, — blessures — acquitté. — Av. Viale; M. p. Sigaudy.
Dominici (Barthélemy), de Patrimonia, — tentative d'assassinat — acquitté. — Av. Limperani; M. p. Dillemann.
Bonavita (Bernardin), de Bastia, — vol — six mois d'emp. — Av. Caraffa; M. p. Dillemann.
Pasqualini (J.-B^e), et Giovannoni (André), de Castineta, — meurtre et tentative de meurtre, — le 1^{er} condamné à deux ans d'emp., le 2^e acquitté. — Av. Caraffa et Giordani. (Présidence de M. Morati); M. p. Sigaudy.
Bonavita (Félicien), de Lama, — assassinat —

travaux forcés à perpétuité. — Av. Caraffa; M. p. M. Chais, procureur-général.

Anfrani (Antoine), de Lumio, — tentative de meurtre — acquitté. — Av. Vial; M. p. Dillemann.

Versini (Antoine), d'Ajaccio, — meurtre — acquitté. — Av. Maltedo; M. p. Dillemann.

Gavini (François), de Venzolasca, — tentative de meurtre — un an d'emp. — Av. Gavini; M. p. Dillemann.

Istria (Toussaint), de Pila et Canale, — tentative d'empoisonnement — détenu dans une maison de correction jusqu'à l'âge de 21 ans. — Av. Benigni; M. p. Dillemann.

Natalini (Paul-François), d'Erbaolo, — tentative d'assassinat, et tentative de meurtre — quinze ans de travaux forcés avec exp. — Av. Caraffa et Raffaelli; M. p. Bertora.

Mariani (Ch.-P.), ex-maire; Darboni (J. J.); Emmanuelli (Pierre); Mariani (J.-F.); Mariani (J.) et Maschetti (P.), de Castellare, — accusés de faux et de complicité de faux en matière électorale — acquittés. — Av. Cassabianca et Caraffa; M. p. Sigaudy.

Saliceti (Simon-Pierre), de Pietra, — tentative de meurtre — un an d'emp. — Av. Cassabianca; M. p. Sigaudy.

Orsini (Ange-François), de Velone, — blessures — un an d'emp. — Av. Benigni; M. p. Bertora.

Merlengo (Antoine); Zolezzi (Sauveur) et Cecconi (Pierre), de Bastia, — baratterie — le 1^{er} cinq ans de travaux forcés; le 2^e sept ans de la même peine; le 3^e acquitté. — Av. Camoin, Benigni et Gavini; M. p. M. Chais, procureur-général. (Prés. de M. Jourdan.)

Vinciguerra (Charles-Joseph), de Valle, — tentative de meurtre et d'assassinat — trois ans d'emp. — Av. Suzzoni; M. p. Dillemann.

Angeli (Louis), ex-maire de Tarano, — faux et concussion — acquitté. — Av. Suzzoni; M. p. Dillemann.

Colonna d'Istria (Gaëtan-Joseph) de Bichisano, menace de mort — acquitté. — Av. Suzzoni; M. p. Dillemann.

Barthélemy et Michel, frères Ciavaldini, de Garcheto, tentative de meurtre — le 1^{er} acquitté, le 2^e deux ans d'emp. — Av. Caraffa et Giordani; M. p. Dillemann. (Présidence de M. Morati.)

Cianferani (Antoine), de Sartene, — vol — acquitté. — Av. Giordani; M. p. Dillemann. (Présidence de M. Morati.)

Acquatella (Charles-Louis), de Penta et Acquattella, — assassinat, vingt ans de trav. for. avec exp. — Av. Suzzoni; M. p. Bertora.

Pietrelli (François), de Bisinchi, — tentative de meurtre — treize mois d'emp. — Av. Gavini; M. p. Bertora.

Marchi (Joseph-Antoine), ex-maire de Chiatra, — attentat aux droits civiques — acquitté. — Av. Giordani. (Présidence de M. Morati.)

Noël (Joseph-Lazare), de Monaco, — assassinat — vingt ans de travaux forcés avec exp. — Av. Cimoin et Vidau; M. p. M. Chais, procureur-général.

André et Joachim, frères Ficoni, de Corte, — meurtre et blessures — acquittés. — Av. Giordani; M. p. Dillemann.

M. le lieutenant-général baron Desmichels est arrivé à Bastia avec l'avant dernier paquebot.

Par ordonnance du roi du 28 mai 1841, M. Semidei, maréchal-des-logis au 2^e régiment des chasseurs d'Afrique, a été promu au grade de sous-lieutenant au même corps.

Nouvelles Diverses.

Une incroyable nouvelle préoccupe depuis quelques jours la Presse entière : la Russie et l'Angleterre, reconnaissant aujourd'hui l'impossibilité de maintenir l'intégrité de l'Empire Ottoman, se seraient, dit-on, partagé l'Orient par un traité secret. Lancée dans la circulation par le *Globe* français, reproduite le soir même par la *Gazette*, cette nouvelle est devenue le texte des dissertations du premier-Paris, et a déjà causé une certaine agitation dans l'opinion publique.

(Phalange.)

— A la fin de la séance du 8, sir Robert Peel a répondu à lord J. Russell qu'il ne s'opposerait pas à l'allocation de fonds réclamée par le ministre, mais à la condition que celui-ci fera cesser l'anxiété du public en convoquant de suite le nouveau parlement. Lord J. Russell a immédiatement déclaré que son premier soin serait d'engager la couronne à agir en ce sens; qu'après le dernier vote de la chambre, il avait hâte de connaître l'opinion de la chambre nouvelle. Après ces explications on a voté différents articles du budget.

Les deux partis sont donc d'accord aujourd'hui sur l'opportunité d'une prompte dissolution, et elle sera prononcée au premier jour.

— L'escadre d'évolution commandée par le contre-amiral Casy a reçu le 4 juin, par le télégraphe, l'ordre de rentrer au port. Cette mesure inopinée a ouvert le champ aux suppositions. On disait, entre autres choses, qu'une escadre de 12 vaisseaux allait être envoyée dans le Levant, sous les ordres du vice-amiral Hugon.

— Le *Moniteur* du 12 contient le rapport général de la commission de secours pour les départements inondés. Ce rapport, signé de MM. Boissy d'Anglas, président, et Chapuis-Montlaville, secrétaire de la commission, nous apprend que les recettes se sont élevées à 1,620,841 fr. 16 cent. Le tiers, soit 540,280 fr. 53 cent, revenait à la commission du Rhône, il reste 1,080,560 fr. 81 cent. pour les huit autres départements.

ANNONCES ET AVIS.

Extrait de la minute existant au greffe du tribunal civil séant à Corte (Corse).

L'an mil huit cent quarante et un, le 12 du mois d'avril à Corte, nous Santelli commis greffier du tribunal de 1^{re} instance séant à Corte, nous nous sommes rendu au cabinet de M. Colonna d'Ornano procureur du roi, au même siège, et il nous a remis pour rester déposée au greffe dudit tribunal, l'expédition en forme authentique de l'acte de vente passé le 2 du mois de novembre 1840, pardevant maître Giudicelli notaire en cette ville, en faveur du département de la guerre, par le sieur Louis Arrighi, propriétaire domicilié et demeurant à Corte des deux cinquièmes du tiers restant de l'église ou soitra-touire dit St Louis, situé au lieu dit Castellace, citadelle, sous les tenants et aboutissants énoncés dans ledit acte, moyennant le prix de 600 fr. Duquel dépôt, nous avons donné acte à M. le procureur du roi, et avons dressé le présent, qu'il a signé avec nous, les jours, mois et an que dessus.

Signé : B. COLONNA D'ORNANO.

SANTELLI.

PATE PECTORALE

DE NAFÉ D'ARABIE

contre les RHUMES et les irritations de POITRINE. Dépôt chez M. Giralt ph. à Bastia.

Enregistré à Corte le 14 avril 1841. F^o 172 n^o case 5 droit etc. Le vérificateur chargé de l'intérêt.

Signé : ROSCINI.

L'an mil huit cent quarante et un, le 12 du mois de juin à Corte, canton de Corte, département de la Corse, à la requête de M. le préfet de la Corse, demeurant à Ajaccio, ayant domicile en l'hôtel de préfecture et de M. le sous-intendant militaire domicilié et demeurant à Bastia, en tant que cela peut être nécessaire, tous deux représentant l'Etat et M. le ministre de la guerre pour l'administration du génie militaire, je soussigné François-Louis Colonna, huissier près la justice de paix du canton de Corte y demeurant assermenté conformément à la loi, patente n^o 1^{re} 3^e classe, par M. le maire de Corte, ai notifié et certifié à M. Chiesi substitut f. f. de procureur du roi près le tribunal de 1^{re} instance séant à Corte, y demeurant, l'acte de dépôt d'autre part transcrit de l'acte de vente passé comme dit est au même dépôt. J'ai déclaré à mon dit M. le substitut f. f. de procureur du roi, que mes requérants aux noms qu'ils agissent feront publier la présente signification dans les formes prescrites par l'art. 683 du code de procédure civile. Le but de la présente signification est pour purger en conformité des art. 2193 et 2194 du code civil, de toutes hypothèques légales qui compétent et peuvent compéter à la dame Marie Catherine, née Mariani épouse du sieur Louis Arrighi, domicilié et demeurant à Corte et sur l'immeuble de leur père et mère et désigné dans le contrat de vente passé par devant maître Giudicelli notaire à Corte le 2 du mois de novembre 1840, ditment enregistré, et afin que mon dit M. le Substitut f. f. de procureur du roi n'en ignore je lui ai laissé copie du présent et de l'acte de dépôt ci-dessus transcrit parant à maître Santelli greffier, lequel a vivé le présent original, pour Louis Arrighi et Marie Catherine sa femme parlant à cette dernière.

Signé : COLONNA.

Enregistré gratis à Corte le 14 juin 1841. F^o 78 n^o case 9.

Signé : ORBECCHI.

VENTE par autorité de justice, en l'honneur de M^{re} Scatelli notaire à Bastia, rue Saint-Charles, à la diligence de MM. les syndics de la faillite du sieur A. Castellini de Cervione.

D'une vigne, sise à Linare, proche de Pietravecchia, commune de Saint-Martin de Lota, arrondissement de Bastia.

Cette vigne sera mise en vente en deux lots. Le premier comprendra la partie supérieure à la nouvelle rue départementale du Cap-Corse qui a partagé ladite vigne, mise à prix, outre les charges, 450 fr.

Le second lot comprendra la partie inférieure à la dite route. Mise à prix, outre les charges, 895 fr.

Ces deux lots seront adjugés séparément au dessous du prix de leur estimation, au plus offrant et dernier enchérisseur, sur une seule adjudication qui aura lieu le 29 du mois de juin courant, dix heures du matin.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'AGGESTE DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N^o 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

PUX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN 16 fr.
POUR SIX MOIS 8
POUR TROIS MOIS 4
POUR LE CONTINENT 20
POUR L'ÉTRANGER 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

Bastia.

DU PORT DE BASTIA.

M. de Gasparin en parlant du port de notre ville dit : « L'agrandissement du port de Bastia aurait été compris dans les dernières lois de travaux extraordinaires, si les plans en avaient été arrêtés. » Il faut avouer que Bastia joue véritablement de malheur. La commission de la chambre des députés rejette les crédits demandés pour les fortifications de Bastia, parce que les plans ne sont pas rédigés, et M. de Gasparin nous apprend qu'on ne peut s'occuper d'agrandir le port de Bastia, parce que les plans ne sont pas non plus préparés. Ainsi donc, Génie civil, Génie militaire, Bastia n'a qu'à se féliciter très médiocrement de leur zèle et de leur activité. Ses intérêts les plus importants, le soin de sa défense, le soin de sa prospérité ont été négligés comme à plaisir, et ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est que le passé n'est guère encourageant et qu'à moins d'une espèce de miracle, nous ne voyons pas comment on sortira vis-à-vis d'elle du parti pris d'indifférence qu'on semble avoir adopté.

Comment! depuis dix ans, au moins, qu'on s'occupe de la question d'agrandir le port de Bastia, l'on n'a pu encore trouver une solution? Cette nécessité d'agrandir le port de notre ville, personne ne la conteste, que nous sachions. Elle est d'une évidence telle qu'il faudrait fermer les yeux à la lumière pour la repousser; mais comme la direction des ponts-et-chaussées ne réside pas à Bastia; que son représentant n'y fait que de rares apparitions et qu'il vient ici, quand il y vient, avec un thème fait d'avance, il en résulte que cette question d'agrandissement arrêtée en principe ne reçoit pas de solution et que nous sommes condamnés à un perpétuel provisoire. Croyez-vous, par exemple, que si Bastia avait un préfet, comme cela devrait être pour beaucoup de raisons qu'il est inutile de développer ici, croyez-vous

que son port resterait dans un tel état d'abandon et de délabement? L'on a bien su arrêter un projet magnifique pour Ajaccio, les plans ont été promptement rédigés; l'œuvre marche aujourd'hui; mais pour Bastia, c'est toute autre chose; la direction des ponts-et-chaussées ne peut s'occuper ainsi des intérêts des deux principales villes de l'île à la fois. Bastia a été condamnée à attendre.

Mais le peut-elle? Evidemment non, et cela est si vrai qu'en dépit, nous ne dirons pas du mauvais vouloir de l'administration supérieure, mais au moins en dépit de son apathie envers nous, on étudie un projet dont la réalisation ne serait qu'une déception, qui coûterait beaucoup d'argent à l'Etat, sans profit aucun pour Bastia. On a donc renoncé pour le moment, il faut qu'on le sache bien ici, à agrandir le port de Bastia ou à lui chercher une position plus convenable, plus commode. Le plan qui est à l'étude — et Dieu sait quand il en sortira — consiste à changer le port de Bastia en une darse, à l'aide de quelques travaux qu'on construira dans la mer, de la régularisation et de la construction des quais du port. Voilà tout ce qu'on peut accorder à la ville de Bastia, à celle dont l'activité commerciale produit au Trésor la plus grande partie des recettes de l'île, à celle qui est appelée à de si belles destinées par sa position géographique, par l'activité de ses habitants et par les admirables plaines de la côte orientale qui n'ont été débouchées, pour leurs produits, que le port de Bastia; Bastia, en dépit de tous ces avantages, n'aura qu'une darse!

Une darse, soit, puisqu'on veut nous accorder si peu. Mais suffira-t-elle, pour quelques années, au moins, au commerce de notre ville? Mais les quelques millions que vous vous proposez de dépenser (ce n'est pas à moins que vous réaliserez votre déplorable projet, car l'on sait que quand on travaille dans la mer, c'est un abîme de dépenses sans fond, dont il est impossible de calculer juste la profondeur) ces quelques millions, disons nous, suffiront-ils pour satisfaire le commerce

ce? Nous croyons que le Génie civil n'aurait que des doutes et des incertitudes à nous présenter à cet égard; et, si nous sommes bien informés, d'après ce que nous avons entendu répéter, nous serions presque fondés à dire qu'à toutes ces questions, l'on ne pourrait guère répondre autre chose qu'un peut-être. Ainsi on se lance dans de grandes dépenses et l'on ne sait pas même si elles produiront l'effet qu'on doit en attendre.

Evidemment le port de Bastia retréci, comme vous vous proposez de le faire, par la construction des nouveaux quais, ne suffira pas aux besoins du commerce qui demande un agrandissement. N'est-ce pas la comprendre admirablement les intérêts d'une ville? Il est vrai que vous vous proposez de transporter à l'anse St-Nicolas les chantiers de construction et de radoub, les magasins de bois, de houille, etc. etc. Voilà une énumération complète; mais ce transport, outre qu'il nécessitera des dépenses considérables pour protéger l'anse St-Nicolas contre la mer, ne procurera pas beaucoup de place aux bâtiments marchands, car ces chantiers de construction, ces magasins de bois, de houille, etc., tout cela n'encombre que médiocrement le port, par une raison très simple, c'est que l'imagination en a singulièrement grossi l'énumération et l'importance. Restera donc la dépense de l'anse St-Nicolas à ajouter à celle du port, nous devons dire de la darse de Bastia, pour n'obtenir qu'un provisoire, qui ne vaudra jamais ce qu'il coûtera et qui serait d'autant plus funeste pour le commerce de notre ville qu'on se retrancherait derrière ces quelques millions jetés à l'eau, c'est le cas de le dire, pour ne plus rien accorder de long-temps à Bastia.

Comment ne veut-on pas comprendre, dans les bureaux des ponts-et-chaussées, qu'un port commercial est d'une nécessité urgente pour Bastia, qu'un port militaire à Bastia, dont la position est admirable pour cette création, serait une acquisition du plus haut intérêt pour la France? En cas de guerre, la Corse et Bastia ne sont-elles pas ap-

pelées à jouer un grand rôle? En cas de bataille navale qui serait suivie d'un échec pour les armes françaises, quel immense avantage d'avoir un refuge dans la Corse? Comment ne voit-on pas qu'une escadre à Bastia, la France commande tout le canal qui nous sépare de l'Italie? Lors de la déplorable bataille de la Hogue en 1692, combien n'a-t-on pas eu à se repentir de n'avoir pas de port fortifié, de port militaire sur les côtes de la Manche! Pourquoi, instruits par l'expérience, ne pas profiter de ses leçons qui nous ont coûté si cher. Les Anglais s'établissent partout, autour de nous, se fortifient par tout, autour de nous, et nous, nous les laissons faire, les bras croisés, et quand nous avons des positions magnifiques, dont la possession leur fait si fort envie, nous n'en profitons pas et nous nous laissons aller mollement à la dérive des événements. Est-ce là sagesse, prudence?

Quoiqu'il en soit de cette funeste apathie, nous ne cesserons, pour notre part, d'appeler l'attention sur ce double point de vue et nous présenterons notre solution, non comme la meilleure, mais au moins comme devant servir de protestation contre les projets dispendieux qui se préparent sans présenter, en compensation, aucune espèce d'avantages.

Le port de Bastia doit être agrandi, et cela le plutôt possible : voilà ce qu'il ne faut pas qu'on perde de vue. Il ne faut donc pas qu'on le retrécisse, sous le prétexte d'augmenter sa superficie. Le port de Bastia est si petit qu'il ne pourrait pas même contenir tous les bâtiments qui lui appartiennent en propre. Ainsi, comment ferez-vous pour placer dans votre malheureuse darse 36 bâtiments de 25 à 225 tonneaux, 16 bateaux faisant le cabotage de la Corse, trois bateaux à vapeur au moins, dont un devra être de la force de 120 chevaux, un brick de l'Etat, c'est-à-dire en tout 56 bâtiments? Il est vrai de dire qu'il est un moyen bien simple de diminuer ce nombre qui encombre la chétive crique qu'on s'obstine à nous laisser telle quelle : c'est de laisser faire à la tempête qui, pour peu que le Génie s'y prête, comme il l'a fait jusqu'ici, saura bien réduire encore ce nombre de 56, comme elle l'a fait en 1838, au mois de décembre, alors qu'elle a brisé contre les rochers, sept navires et un grand nombre d'embarcations. On a vraiment l'air de compter sur une seconde tempête pour se tirer d'embarras, car voilà bientôt trois ans de cet événement déplorable et aucune mesure, que nous sachions n'avoir été prise. Il suffit de citer ces chiffres et ces faits pour prouver l'insuffisance du port actuel. Il faut donc en construire un autre. Il y a mieux encore, c'est que l'exiguïté de notre port est telle, que non seulement il ne pourrait contenir la moitié des bâtiments déjà construits, mais que son état actuel entrave les armateurs dans leurs projets de construction, qui remettent ainsi à une époque plus favorable l'extension de leurs affaires. N'est-ce pas

là chose déplorable et n'est-ce pas placer sur le lit de Procuste le commerce de Bastia? Il est encore une autre circonstance que nous devons relever : beaucoup de navires, quand la mer est mauvaise, préfèrent aller demander un refuge à Portoferraio plutôt que de venir s'exposer à des dangers presque certains dans le port de Bastia, en supposant même qu'ils pussent espérer y trouver de la place. Il faut donc, à tout prix, surer de ce provisoire et chercher un lieu convenable pour un nouveau port.

Pour nous, il nous semble qu'il existe à côté du port un emplacement convenable dont on devrait savoir profiter et qui, en échange des dépenses qu'il occasionnerait pour le convertir en un port, donnerait satisfaction au commerce. Cet emplacement, c'est celui qui se trouve compris depuis l'église St-Jean, le bâtiment de la manutention militaire, à l'ouest, jusqu'à la rue des Zéphirs, à l'est; depuis les rues St-Jean et du arole, au sud, jusqu'à la rangée de maisons construites vis-à-vis, au nord. Cet emplacement aurait de très grands avantages, si nous ne nous abusons. D'abord il serait assez vaste pour suffire pendant de longues années au commerce de Bastia, d'autant plus que le port actuel serait conservé, qu'il deviendrait, ainsi que cela s'est pratiqué dans beaucoup de villes, au Havre, à Dieppe, à Cherbourg, par exemple, un avant-port qui communiquerait avec le port, que nous proposons d'établir, par un canal étroit, qu'on pourrait au besoin fermer par de fortes portes, et qui changerait le port nouveau, dans le temps de gros mer, en une espèce de lac immobile. Ceci est très faisable, car, nous le répétons, les trois ou quatre bassins du Havre communiquent ainsi entre eux et entre l'avant-port (1). Ce projet aurait encore l'avantage de ne point déplacer le centre des affaires commerciales et c'est un grand point dont on doit tenir compte quand on s'occupe des intérêts d'une ville, surtout quand il est facile de concilier ces derniers avec ceux des particuliers. Ce projet aurait encore pour avantage de faire disparaître un des quartiers les plus tristes de la ville, composé qu'il est de rues étroites et de maisons en assez mauvais état, pour le plus grand nombre. Dans notre plan nous conserverions les maisons de la rue des Zéphirs du côté de la mer; elles contribueraient à donner une physionomie plus animée au port, en même temps qu'elles amortiraient un peu les vents de l'est. Ce nouveau port et le port actuel, mis en communication facile, nous paraissent répondre à tous les besoins de la ville, besoins du commerce, besoins d'embellissement, et si l'on peut réunir ces deux choses, sans augmenter les dépenses, nous ne voyons pas pourquoi on ne le ferait pas.

(1) Ces bassins qui se relient autour d'une partie de la ville du Havre s'interrompent par la communication; des ponts levés placés sur le canal défilé au jour les bassins, facilitent les communications. On pourrait en faire autant pour le petit canal défilé dont nous parlons.

Resterait à examiner le chiffre de la dépense. Nous ne nous dissimulons pas qu'elle serait plus considérable que la dépense qu'on propose de faire pour convertir le port de Bastia en une darse et l'anse St-Nicolas en une espèce de port bâtarde, mais ce surcroît serait compensé bien au-delà par les avantages qu'il présenterait. Ce serait au moins une affaire terminée et sur laquelle il n'y aurait plus à revenir, car qu'on s'arrête à l'idée d'une darse, ce ne sera là qu'un provisoire, dont il faudra sortir tôt ou tard et dès lors quel que soit le projet auquel on s'arrêtera alors, il faudra pour le réaliser, dépenser, au moins, autant que ce qui serait nécessaire pour la construction du port dont nous parlons et il serait juste d'ajouter à ce chiffre nouveau, la somme qu'on aurait perdue quelques années auparavant. Ainsi donc, somme toute, notre projet est encore plus économique que celui que propose le génie civil.

Cette économie sera encore plus claire quand on peut croire que la ville de Bastia abandonnerait certainement gratuitement tous les terrains qui lui appartiennent — et ils font au moins un bon tiers de l'emplacement proposé — et que les achats qu'on serait obligé de faire des maisons à abattre seraient atténués par la vente des matériaux que produiraient des démolitions à effectuer. Les propriétaires, qui seraient dépossédés, n'auraient pas non plus de plaintes sérieuses à formuler, car ils ne pourraient l'être qu'à la suite d'une indemnité qui représenterait la valeur des immeubles expropriés pour cause d'utilité publique, et la ville de Bastia ne pourrait que gagner pour son embellissement et pour son agrandissement des nouvelles constructions à faire, en même temps qu'une masse si considérable de travaux si indispensables jetterait sur la place de Bastia une quantité de travailleurs dont les dépenses tourneraient toutes au profit du petit commerce de notre ville.

Concluons. Qu'on s'arrête ou non au projet que nous avons proposé, il faudra tôt ou tard aborder cette question. Tôt ou tard il faudra songer à donner un port vaste, commode et sûr à Bastia. Tout ce qu'on fera jusqu'à là ne seront que des dépenses stériles qui constitueront un provisoire déplorable. Pourquoi ne pas faire d'un seul coup, avec plus d'économie par conséquent et plus d'avantages généraux et particuliers, ce qu'on sera obligé de faire en deux ou trois fois avec une dépense triple ou quadruple? Voilà toute la question.

Le projet de loi relatif aux trois paquebots à vapeur de Marseille en Corse a été adopté à la chambre des pairs par 89 boules blanches sur 95 votants.

Le *Moniteur* du 18 publie la loi qui autorise le département de la Corse à s'imposer extraordinairement la somme de 60,000 francs pour concourir à la construction du collège royal de Bastia.

Le tribunal de Calvi a condamné le sieur Ricci (Jérôme), à deux mois d'emprisonnement, à cent francs d'amende et aux frais du procès pour avoir dans un mémoire adressé à l'autorité judiciaire, calomnié et diffamé M. Giudicelli, maire de Montemaggiore.

M. Gavini, conseiller à la Cour Royale de Bastia, a été élu membre du conseil général, par le collège électoral de Penta et Campile, en remplacement de M. Sebastiani décédé.

Nous appelons l'attention de qui de droit sur le mauvais état dans lequel se trouve la partie de la route qui part du bout de la rue Napoléon pour aboutir au petit pont près la maison des bains. Il est vraiment honteux que les abords de la ville présentent un aspect semblable et que la première chose qu'on trouve en pénétrant à Bastia soit un véritable casse-cou. Cependant le bureau de l'octroi est là tout près et il indique qu'au moins la ville devrait employer quelques parcelles de son revenu à mettre en état supportable le chemin qui conduit les contribuables au bureau de recettes. C'est bien le moins qu'on puisse exiger.

Sur cette partie du chemin, il y a un éboulement, causé par la mer, auquel il serait urgent de porter remède, si l'on ne veut pas que cet éboulement ne devienne plus considérable et n'amène pas la même de fortes dépenses. Trois ou quatre voitures de pierres recouvertes de terre suffiraient : veut-on attendre qu'il faille appeler des maçons et tout ce qui s'en suit?

La Corse ne sera pas, cette année, visitée par MM. les inspecteurs généraux de l'université. Cette mesure ayant été diversement interprétée, nous sommes heureux de pouvoir en faire connaître les motifs réels par l'extrait suivant d'une lettre adressée, le 4 juin courant, par M. le ministre de l'instruction publique à M. le recteur de l'académie de la Corse.

« D'après le petit nombre et la situation actuelle des établissements universitaires dans l'académie que vous administrez, la présence annuelle d'un inspecteur général n'est pas nécessaire. Vous ferez comprendre la réalité de ce motif à ceux qui attribueraient à d'autres causes la mesure adoptée cette année. »

La tournée que vous allez faire, comme recteur, satisfera, en ce moment, à tout ce que réclament les intérêts du service : la visite du chef de l'académie est une inspection supérieure dont vous devez assurer les bons effets, en ne négligeant rien pour acquérir une connaissance exacte des hommes et des choses, en poursuivant avec persévérance les réformes dont vous aurez reconnu la nécessité et en me signalant soigneusement les faits dont il peut être utile que je sois informé.

— Sur la demande de M. le préfet de la Corse, M. le ministre de l'intérieur, par décision du 26 du mois dernier, vient d'accorder :

A l'association des dames de la Miséricorde, à Ajaccio, un secours de 500 fr.
Au bureau de bienfaisance de Corte, un secours de 1000
A l'hospice de Bonifacio un secours de 1500

Total. 3000

— Voici quelle est la répartition des 493 soldats de la classe de 1840, assignés au département de la Corse, entre les différents corps des armées de terre et de mer :

Équipages de ligne à Toulon. 24

3^e régiment d'infanterie de marine à Toulon. 9
14^e régiment d'artillerie (à Valence). 50
9^e régiment de chasseurs (à Gaster). 20
10^e bataillon de chasseurs à pied (Afrique, dépôt à Grenoble). 90
23^e rég. d'infanterie de ligne (Afrique, dépôt à Aix). 105
19^e rég. d'infanterie légère (à Marseille). 193
Infanterie milit. à l'hôpital de Foulou 2

Le 49^e de ligne qui tient garnison en Corse, recevra 214 hommes du département de l'Ardèche et le 6^e léger dont le dépôt est à Ajaccio, recevra 739 hommes provenant de quatre départements.

— A la demande de M. le préfet un secours de quatorze cents francs vient d'être mis à sa disposition par le même ministre; cette somme doit être répartie entre divers habitants de notre département, pour des pertes éprouvées à la suite d'accidents imprévus.

— Par arrêté de M. le directeur général de l'enregistrement et des domaines, M. Campagne, surnuméraire à Bayonne a été nommé receveur au bureau de Vico, en remplacement de M. Loreau appelé à celui de Champocéaux (Maine et Loire.)

(Journal de la Corse.)

Nouvelles Diverses.

— Une adresse des électeurs de la cité, revêtue de 5,000 signatures, a été présentée à lord J. Russell pour l'engager à se porter candidat à la députation. Lord John Russell a accepté cette candidature, regardant son élection par la cité de Londres comme une importante manifestation en faveur des mesures récemment proposées par le cabinet.

— Le *Moniteur algérien* contient un arrêté du gouverneur-général, qui affecte à chaque régiment ayant son dépôt dans un camp permanent, trente hectares de terrain à proximité de ce camp, pour être cultivés par les soldats, dans l'intérêt de leur bien-être.

— Un ordre du jour du général Bugeaud, daté de Mostaganem, 5 juin, annonce à l'armée le départ pour la France du duc de Nemours, et la réintégration du général Lamocinière au commandement général, sous les ordres du gouverneur, de la colonne expéditionnaire.

PLAIDOYERS DE L'AVOCAT CARMIGNANI.

Le professeur Carmignani, dont un libraire italien (1) va publier bientôt les œuvres oratoires, a fait admirer son savoir sur la chaire et son éloquence dans les luttes du barreau. Nous connaissons bien plus d'un avocat corse qui a puisé dans ses leçons les saines théories du droit criminel. Il en est parmi eux qui, arrivés aux premières dignités de la magistrature, aiment à rappeler avec un plaisir mêlé de reconnaissance l'époque heureuse, où ils allaient s'asseoir, attentifs et respectueux, pour entendre sa parole à la fois grave et pittoresque, sur les bancs de l'université de Pise, qui le considèrent comme l'un de ses gloires et dont sa vieille réputation forme encore l'une des plus fermes

soutiens. L'Italie compte peu de criminalistes dont les écrits aient plus d'autorité que les siens. Les jeunes avocats le citent avec confiance, heureux quand ils peuvent opposer son imposante opinion à l'opinion de leurs contradicteurs.

Le recueil de ces plaidoyers ne peut manquer d'être recherché avec empressement par les jeunes avocats, qui, jaloux de la gloire judiciaire, sont saisis de la noble ambition de se signaler, à leur tour, par de brillantes et solides défenses. Indépendamment de l'intérêt dramatique qu'il a su répandre sur plusieurs procès où il a été appelé à déployer toutes les ressources de son talent, ces plaidoyers offrent à chaque page des morceaux remarquables qui peuvent servir de modèle, et prendre place à côté des règles du goût et de la langue dans les meilleurs traités de rhétorique. On retrouve là, avec les divisions, l'ordre et la profondeur de la science, toute la chaleur et l'entraînement qui manquent aux œuvres du cabinet. On y remarque de suite, les allures libres et aisées de l'improvisateur, ces tours hardis, ces brusques mouvements qui donnent si souvent aux discussions judiciaires le caractère, la forme et toute la vivacité d'une lutte personnelle; de là vient que ces plaidoyers présentent le double avantage de plaire et d'instruire. Les préceptes du goût et les règles de l'art y modèrent les saillies de l'imagination. Les étudiants en droit apprendront en lisant judicieusement ces belles, ces savantes défenses, comment il est possible d'allier la variété des citations classiques avec la précision du style, et la vigueur du raisonnement avec toutes les grâces du langage. C'est là le secret des grands maîtres, et Carmignani le possède à un degré éminent. Ou nous nous abusons beaucoup sur le mérite de cet ouvrage, ou sa publication doit favoriser, puissamment, dans la Toscane surtout, les progrès de l'éloquence forense, comme l'appellent les écrivains de l'Italie.

Déjà Marocco et Collini ont offert aux jeunes nourrissons de Thémis, se pressant sur les bancs des facultés de Pise et de Milan, plusieurs volumes renfermant des plaidoyers d'une valeur incontestable et que ne dédaigneraient point nos plus illustres avocats. Bientôt, grâce à une traduction française, la réputation de ces deux jurisconsultes dont l'un, de Milan, fut le Bellard du barreau, et l'autre, occupa pendant si long-temps, la première place parmi les avocats de Florence, ne sera plus renfermée dans le cercle de leur clientèle ou les limites des ressorts dans lesquels la popularité de leur nom ne pouvait être comparée qu'à l'estime dont ils recevaient à chaque instant des témoignages éclatants de la part de la magistrature. Avant eux, l'avocat Magnani, si profond comme criminaliste, si pressant comme logicien, si éloquent comme orateur, avait répondu au vœu souvent exprimé par le barreau de Bologne, par la publication d'un grand nombre de plaidoyers. Nous avons fait connaître les plus remarquables

(1) Nistri, éditeur à Pise.

d'entre ses productions oratoires, (1) en signalant avec une critique impartiale les beautés et les défauts qui nous ont le plus frappé pendant l'examen attentif auquel nous nous sommes livrés. De la réunion de tous ces ouvrages, présentant les divers âges de l'éloquence judiciaire en Italie depuis le 16^e siècle, sortira bientôt une collection complète et digne par l'importance des causes et le mérite éminent de leur auteur, de prendre place à côté des annales du barreau français. Nous ne craignons pas d'avancer qu'elle serait infiniment supérieure à celle du barreau anglais, que publient, il y a quelques années, deux avocats distingués, *Clair et Clapier*.

Le jour où nos confrères de l'Italie auront compris qu'une élégante simplicité vaut mieux que le fastueux étalage d'une érudition déplacée, ce jour marquera une ère nouvelle dans l'éloquence judiciaire, au milieu d'un pays que travaille de tout côté le besoin d'utiles réformes. C'est aux hommes de robe qu'il appartient de pousser les esprits dans cette direction nouvelle. La reconnaissance du barreau n'est qu'à ce prix. Si jusqu'ici il est resté stationnaire, entre le silence du huis-clos et les menaces d'un pouvoir ombrageux, si la crainte que la barre ne se transformât bientôt en une tribune politique, a fait interdire aux avocats la discussion des grands intérêts de la cité, que de succès oratoires ne doivent-ils pas espérer de la publicité des audiences, quel heureux essor ne doit pas imprimer à des talens impatiens de se produire, l'aspect d'un auditoire nombreux, l'encouragement par l'expression de ses sympathies et tous les honneurs de l'ovation populaire? Ne sait-on pas que c'est sous le regard bienveillant du public que l'athlète du barreau grandit et s'élève? Le professeur Carmignani a déjà vu surgir l'aurore de cette révolution tant désirée dans l'ordre judiciaire de la Toscane.

Le Grand Duc, qui ne se refuse à aucune des améliorations qu'indique la sagesse et dont le gouvernement paternel est la meilleure des Chartes, a fait l'essai de cette utile réforme. La barrière, devant laquelle s'arrêtaient impuissamment et découragés des talens d'élite et des intelligences supérieures, s'est abaissée. Quel bonheur pour ce criminaliste que d'assister, avant de terminer son honorable carrière, à cette régénération si lente à s'accomplir, mais qui doit entraîner après elle l'émancipation pacifique mais complète de la parole, la liberté de discussion, sans autres limites que la loi et la morale, le perfectionnement de l'art oratoire, l'éclat enfin des débats, animés par la présence et les applaudissements d'un peuple intelligent, si impressionnable de sa nature et si bien placé pour apprécier les dons et les prodiges de l'improvisation orale! N'est-ce pas sous le ciel brillant de l'Italie que les hommes naissent

orateurs? Ailleurs ils ont besoin d'être préparés par de longues études et dressés par l'exercice. Parmi les compatriotes des Guicciardini et des Machiavelli, la parole est brûlante comme le climat, riche et variée comme les productions du sol, entraînant comme les passions qui les agitent. Que de chances de gloire pour les avocats, que d'éléments pour l'éloquence judiciaire! Bientôt libres de toute entrave et dégagés dans leur marche du lourd bagage de ces *factum* indigestes, qui font la ruine des plaideurs et le désespoir des juges, le barreau ne tardera point à s'élever à toute la hauteur d'un pouvoir politique. Il aura du moins l'influence et l'action qui appartiennent aux supériorités naturelles.

Magnani, Marocco, Gollini et le professeur pisan occuperont toujours, sur la liste des célébrités du barreau italien, le rang que leur assignaient l'estime de leurs confrères, la confiance de leurs clients et l'importance de leurs écrits. Les jeunes avocats les étudieront toujours avec profit, sûrs d'y trouver des règles et des exemples dont l'application préviendra les écarts du talent, et sera une garantie du brillant avenir que promettent aux jeunes orateurs les changements survenus ou prochains dans l'organisation des tribunaux. Citons recommandant à son fils de fréquenter le tribunal du Préteur, nous conseillons aux avocats stagiaires de lire souvent les plaidoyers de Carmignani.

LIBRAIRIE DE FIANI FRÈRES.

FILOSOFIA DELLA STATISTICA

Esposizione di MELCHIOR GIOIA.
Colle Notizie storiche sulla vita e sulle opere dell'autore.

1 Volume grande 8° à deux colonnes. — Prezzo fr. 2.

SULLA MORALE CATTOLICA.
OSSERVAZIONI DI ALESSANDRO MANZONI.
1 Volume in 12° — Prezzo fr. 2.

BAINS DE LA TRAVERSE.

Le propriétaire de ce nouvel établissement prévient le public que l'ouverture des bains a eu lieu le 22 de ce mois.

Prix de l'abonnement :
Pour douze bains 8 fr.
Pour six bains 5
Un bain seul 1

MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA
Du 11 au 25 Juin 1841.

ARRIVÉES.

Livourne. Pozzodiborgo, bat. à vap. c. Valzi, divers. 2 arrivées.

Livourne. Sebastiani, bat. à vap. c. Saettoni, id. a arrivées.
Livourne. La ville de Bastia, brick goélette, cap. Zuani, poudre et vin.
Toulon. La Corse, brick goélette, c. Sisco, sel.
Toulon. Var, bat. à vapeur, c. Valzi, dépêches. 2 arrivées.
St-Pellegrino. St-Antoine, gondole, cap. Giorgi, bois.
St-Pellegrino. Pipi mistick, cap. Canavaggia, planches.
St-Pellegrino. Assomption mistick cap. Thiers, bois de construction.
Padulella. V^e des Carmes bouf, c. Figallo, bois.
Pronete. St-Erasme gondole, c. Ficaja, charbon.
Solenzara. St-Antoine bouf, c. Semidei, écorces.
Solenzara. Antoinette mistick, c. Laporta, écor.
Solenzara. Pozzodiborgo bat. à vap. c. Valzi, pass.
Solenzara. Sebastiani bat. à vap. c. Saettoni, pas.
Meria. Trinité gondole, c. Cervoni, vin.
Cagnano. St-Jean bouf, cap. Agostini, vin.
Cagnano. St-Antoine bouf, cap. Mattei, bois.
Macinaggio. M^e Letizia gondole, cap. Franceschi, vin.
Macinaggio. St-Antoine gondole, c. Santelli, vin.
Gênes. Jésus-Marie bouf, c. Bausa, riz et pâtes.
Padulella. St-Vincent-Ferreri mistick, c. Battestini, planches.
Aleria. Constance goélette, cap. Rogliano, bois de construction.

Bone. Jésus-Marie, gond. c. Guidi, passagers.
Livourne. Conception, gond. c. Gabrielli, divers.
Toulon. Industriel, bateau, c. Vissart, lest.
Ile-Rousse. Conception, bouf, c. Loquente, lest.
Cagnano. St-Jean, gond. c. Antonorsi, vin.
Propriano. St-Joseph, gond. c. Nicolai, blé.
St-Pellegrino. St-Anne, gond. c. Ficarella, lest.
Pronete. Annunciation, gond. c. Dominici, lest.

DÉPARTS.

Livourne. Sebastiani, bat. à vap. cap. Saettoni, passagers. 3 départs.
Livourne. Pozzodiborgo, bat. à vap. c. Valzi, passagers. 2 départs.
Toulon. Var, b. à v. c. Valzi, dépêch. 2 départs.
Livourne. Assomption mistick, cap. Belgodere, écorces.
Livourne. St-Antoine bouf, c. Semidei, écorces.
Livourne. Antoinette mistick, c. Laporta, écor.
Livourne. Misericorde gondole, c. Gentile, écor.
Solenzara. Sebastiani, bat. à vap. c. Saettoni, pas.
Solenzara. Pozzodiborgo, bat. à vap. c. Valzi, id.
Toulon. Mésange goélette de l'État, c. Carpentin, lieutenant de vaisseau.
Marseille. Printemps brick goélette, ca. J. Valzi, bois.

Marseille. Conception mistick, c. Oliva, divers.
Marseille. Assomption mistick, c. Thiers, planch.
Ile-Rousse. Pipi, mistick, c. Gentile, divers.
Cagnano. Conception, mistick, c. Marini, lest.
Cagnano. Trinité, gond. c. Venturini, lest.
Aleria. Constance, goél. c. Rogliano, lest.
Padulella. St-Vincent, mistick, c. Battestini, lest.
St-Pellegrino. St-Antoine, gond. c. Sisco, lest.
Ajaccio. Assomption, tartane, c. Lota, planches.
Porto-Torre. Assomption, gond. c. Colisio, id.
Gênes. V. des Carmes, bouf, c. Figallo, bois.
Ersa. Jésus-Marie, gond. c. Guidi, lest.
Livourne. St-Jean, bouf, c. Stretti, écorce.
Foce di Golo. Industriel, bateau, c. Villaret, lest.
Pronete. Annunciation, gond. c. Dominici, div.
Nice. La Corse, goélette, c. Sisco, passagers.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL.

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'AGUSTE DE VIGNY et Comp.^e Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

Bastia.

Des plaintes nous sont adressées par un grand nombre d'habitants sur la négligence des officiers de police chargés de veiller à la propreté du port et à la salubrité publique. D'après ce qui nous est rapporté, l'on voit continuellement sur la surface des eaux des corps en putréfaction qui y séjournent pendant des semaines entières. Ce sont des chiens ou des chats morts qui flottent ainsi de part et d'autre et que la mer pousse sur la rive où ils exhalent des émanations putrides qui, pendant la chaleur, rendent en quelque sorte inhabitables les maisons sises sur les quais. Personne n'ose approcher, pour les éloigner, de ces corps corrompus que l'eau finit par détruire et dont les lambeaux flottent ensuite épars çà et là jusqu'à ce que leur dissolution soit complète. Nous ne saurions trop appeler l'attention de la police sur ces faits qui dénotent une incurie vraiment impardonnable, et qui peuvent compromettre gravement la santé des habitants.

La Fête-Dieu et la fête patronale de St Jean ont été célébrées cette année à la paroisse de la basse ville avec une pompe extraordinaire. Notre pieux et bien-aimé Prélat, d'après les vœux de M. le Curé et de toute la paroisse s'était rendu tout exprès dans cette ville pour présider aux saintes cérémonies. C'est dire assez combien elles ont dû être brillantes. Sa Grandeur a voulu porter elle-même le St Sacrement pendant toute la procession qui a duré près de deux heures et à laquelle ont assisté M. le Lieutenant-général, la Cour royale, tous les tribunaux et toutes les autorités civiles et militaires.

Le jour du St Patron, il y a eu, le matin, messe pontificale. Après l'Evangile, M. le curé Lusinchi a fait le panégyrique du Saint. Nous regrettons de ne pouvoir donner un extrait de ce discours on ne peut plus heureusement inspiré.

Le soir Monseigneur a encore officié, et a voulu terminer lui-même la fête par la cérémonie de la bénédiction et du baisement de la S^{te} Relique. La nuit était close déjà; les feux de joie avaient été abandonnés et toutes les rues étaient désertes. La joie et l'enthousiasme des fidèles s'étaient donnés un nouveau rendez-vous à l'Eglise paroissiale. Impossible de décrire cette partie de la fête. L'église richement décorée était devenue comme un foyer de lumière, et sa vaste nef ne suffisait plus à la foule qui se pressait autour du premier pasteur. Ce spectacle imposant joint à la majesté des chants religieux, mêlé aux sons harmonieux de l'orgue, ravissait l'âme hors d'elle-même, et l'on se sentait comme transporté dans un monde nouveau. Que notre religion est sublime! L'empire des cœurs lui appartient; les fêtes qu'elle inspire n'ont pas besoin de programmes. (Communiqué.)

On lit dans le Journal des Débats du 19 juin:

- M. le ministre de l'agriculture et du commerce doit partir le 25 juin pour aller passer un mois aux eaux de Vichy. Il fera, dit-on, une tournée dans plusieurs départements du Midi, afin d'y constater les progrès de l'agriculture et du commerce.

Cette nouvelle du Journal des Débats nous est confirmée par une lettre que nous recevons de Paris et qui nous annonce de plus que la Corse est au nombre des départements que M. le Ministre se propose de visiter. Nous désirons vivement que la santé de M. le Ministre lui permette de réaliser son projet. Notre pays n'aurait qu'à gagner à être visité par un membre du gouvernement qui ne pourrait qu'accueillir favorablement nos observations et s'empresser d'y faire droit.

L'escadre d'évolution est en ce moment dans le golfe d'Ajaccio. Voici la composition de cette escadre:

Vaisseaux: L'Océan, de 120 canons.

- Le Sowerain, de 120
- L'Hercule, de 100.
- L'Iena, de 90
- Le Suffren, de 90.
- Le Diadème, de 86.
- Le Jupiter, de 86.
- L'Alger, de 86.
- Le Généreux, de 86.
- Le Marengo, de 80.
- Le Scipion, de 80.
- La Ville de Marseille, de 80.

Frégate; La Médée, de 46.

Corvette; La Circé, de 38.

Bateau à vapeur; La Papin,

A Monsieur le Président du Tribunal de Commerce de Bastia.

Monsieur le Président,

L'article 21 de la loi du 6 mai 1841 est ainsi conçu : « les navires, bateaux, barques, chaloupes et généralement toutes embarcations de commerce employées à la navigation maritime seront marqués à la poupe en lettres blanches d'un décimètre de hauteur, sur un fond noir, des noms du bâtiment et du port auquel ils appartiennent, sous peine d'une amende de 500f. solidement encourue par les propriétaires, agent ou capitaine, et pour sûreté de laquelle le bâtiment pourra être retenu.

• Défenses sont faites, sous la même peine, d'effacer, altérer, couvrir ou masquer lesdites marques. »

Ces dispositions pourraient être immédiatement appliquées au département de la Corse puisque la loi qui les a prescrites y est depuis plusieurs jours en vigueur, mais reconnaissant la difficulté que rencontrent les armateurs et les capitaines à les exécuter simultanément, j'ai pensé aller au-devant du désir du commerce que vous représentez en lui accordant jusqu'au 1^{er}

(1) L'Insulaire a publié des notices biographiques sur les avocats les plus renommés de l'Italie qu'il a empruntées au *Barreau Français*, par Arrighi, avocat.